

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

FACULTE DE DROIT, D'ECONOMIE, DE GESTION ET DE SOCIOLOGIE

Département Économie

Second cycle promotion sortante

Option : Macroeconomie et Modélisation

Mémoire en vue d'obtention du diplôme de maîtrise en ès-science économique

« ANALYSE DE L'EFFICACITE DE LA POLITIQUE MONETAIRE ET DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE : LE CAS MALGACHE »

Présenté par :

RAVOAHANGY Andriambola Rija Francis

Encadré par le Docteur en ès-science économique Mr Olivier Ramiandrisoa

Année 2012

Date de soutenance : 15 mai 2013

AVANT PROPOS

La présente étude est un mémoire dont j'ai proposé le thème. Elle sera le fruit des connaissances que j'ai acquies durant mes quatre années d'études au sein du département ECONOMIE dans la faculté DEGS de l'Université d'Antananarivo depuis l'année 2009 à 2013 (sans aucun redoublement).

Ce département me donne l'opportunité de faire des analyses pour matérialiser ces quatre années d'étude. Et cela, sous la supervision d'un honorable encadreur.

Cette étude voit son intérêt dans cette généralisation d'un nouveau système économique dans lequel, l'Etat et le marché se complètent. De ce fait, il est donc important d'expliquer à partir d'un dis-coordination de ces deux modes de régulation le disfonctionnement d'une économie telle que celle de Madagascar.

REMERCIEMENT

Tout d'abord, je voudrais remercier le Seigneur Dieu de nous avoir soutenus durant tous nos trajets surtout pour l'élaboration du présent mémoire de fin d'étude en second cycle. Et aussi, j'adresse avec grande admiration mes sincères remerciements au professeur de politique économique, Mr le Docteur en science économique Olivier RAMIANDRISOA, pour ses précieux conseils, ainsi qu'à Mr le Doyen et au Chef de Département de l'économie.

Mais aussi, je tiens à remercier tous les professeurs du département économique sans les quels mes années d'études ne seront riens.

Par ailleurs, j'adresse aussi mes sincères remerciements aux centres de documentation et aux établissements qui ont facilités la réalisation de cette étude. Il s'agit des établissements suivants :

- Le Ministère de l'économie
- La Banque Centrale de Madagascar
- La Banque Mondiale
- Le Fonds Monétaire International
- L'Institut de la Statistique à Madagascar (INSTAT)
- L'Institut de Recherche pour le Développement (IRD)
- La bibliothèque « CITE »
- La Centre de Recherche d'Etude et d'Analyse à Madagascar (CREAM)

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Les biens économiques.....	8
Tableau 2 : Tableau de résumé des recettes fiscales de l'Etat.....	31
Tableau 3 : Classification fonctionnelle des dépenses budgétaires courantes 1984-1992 (En milliards de FMG).....	33
Tableau 3 : Part de marché des différentes banques.....	37
Tableau 4 : Le système bancaire malgache 2011.....	39
Tableau 5 : Evolution de la masse monétaire	40
Tableau 6 : Taux d'inflation.....	41
Tableau 7 : Résultat calculé à partir du Stata9 pour le modèle (1).....	54
Tableau 8 : Résultat calculé à partir du Stata9 pour le modèle (2).....	54
Tableau 9 : Tableau ANOVA pour le modèle (1).....	55
Tableau 10 : Tableau ANOVA pour le modèle (2).....	57

LISTE DES GRAPHIQUES

Figure 1 : Evolution et croissance du PIB 1984 à 2010.....	44
Figure 2 : Evolution du PIB au prix constant (base 100 l'année 1984).....	45
Figure 3 : Evolution et croissance des dépenses publiques 1984 à 2007.....	46
Figure 4 : Dépenses publiques au prix constant (base 100 l'année 1984).....	46
Figure 5 : Masse monétaire 1987 à 2008.....	47
Figure 6 : Analyse graphique de corrélation.....	48
Figure 7 : Analyse graphique de la stationnarité des variables.....	50

LISTE DES ANNEXES

Annexe I.	Schéma des recettes publiques.....	61
Annexe II.	Schéma des dépenses.....	61
Annexe III.	Le tableau de données	62
Annexe IV.	Le modèle économétrique.....	64
Annexe V.	Quelques commandes sur l'utilisation de Stata9.....	64
Annexe VI.	Les différences annuelles des variables.....	65
Annexe VII.	Les taux d'intérêt chez quelques pays riches.....	66

SOMMAIRE

AVANT PROPOS.....	i
REMERCIEMENT.....	ii
LISTE DES TABLEAUX.....	iii
LISTE DES GRAPHIQUES.....	iv
LISTE DES ANNEXES.....	v
SOMMAIRE.....	vi
LISTE DES ABREVIATION.....	viii
Introduction	1
Partie I. Principes fondamentaux des actions de l'Etat	3
Chapitre I. Les théories fondatrices des actions de l'Etat, critique du système de marché.....	4
Section I. Le mercantilisme	4
Section II. L'approche Marxiste du rôle de l'Etat.....	5
Section III. L'approche keynésienne du rôle de l'Etat	6
Section IV. Une défaillance du marché : la sélection adverse.....	7
Section V. L'imperfection des marchés	8
Chapitre II. Un modèle théorique de cadre des actions publiques	10
Section I. Objectif et instrument en générale.....	10
Section II. Les différents outils politiques économiques de base de l'Etat.....	13
Conclusion partielle :.....	22
Partie II. Analyse de l'efficacité de la politique monétaire et de la politique budgétaire : cas de Madagascar	28
Chapitre I. Historique et les organes de la politique monétaire et de la politique budgétaire à Madagascar.....	29
Section I. Politique budgétaire : les modes de financement et les dépenses de l'Etat	29

Section II. La politique monétaire dans l'économie de Madagascar	36
Chapitre II. Analyse économétrique de l'efficacité de la politique budgétaire et de la politique monétaire de l'Etat malgache	44
Section I. Analyse descriptive	44
Section II. Présentation du modèle.....	49
Section III. Estimation des paramètres et le modèle estimé	53
Section IV. Analyse des modèles, test de significativité	54
Conclusion partielle	59
Conclusion générale	60
Annexe	61
Bibliographie.....	67
Table des matières.....	69

LISTE DES ABREVIATION :

CGI	: Code Générale des Impôts
DGRF	: Direction générale des Ressources Fiscales
MFB	: Ministère des Finances et du Budget
IBS	: Impôts sur les Bénéfices des Sociétés
IGR	: Impôt Général sur les Revenus
IFT	: Impôt Foncier sur les Terrains
IRCM	: Impôts sur le Revenu des Capitaux Mobiliers
PIB	: Produit Intérieure Brute
TUT	: Taxe Unique sur les Transactions
TST	: Taxe Sur les Transactions
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
TC	: Taxe de Consommation
RMMF	: Régie Malgache des Monopoles Fiscaux
DTI	: Droits et taxes à l'Importation
DTE	: Droits et taxes à l'Exportation
DGT	: Direction Générale du Trésor
FNUP	: Fonds National Unique de Péréquation
AONT	: Autres Opérations Nettes du Trésor
FCV	: Fonds de Contre-Valeur
PIP	: Programme d'Investissement Public
FNDE	: Fonds National de Développement et d'Equipeement
OGT	: Opérations Globales du Trésors
BCM	: Banque Centrale de Madagascar
BMOI	: Banque Malgache de l'Océan-Indien
BTM	: Bankin'ny Tantsaha Mpamokatra
BNI	: Banque Nationale de l'Industrie
UCB	: U Commercial Bank
FIARO	: Financière d'Investissement Aro

Introduction :

Le fonctionnement de la société civilisée est fondé sur l'accumulation des expériences historiques de la vie. Allant du concept d'ordre et de paix, le pouvoir public voit ses principes au-delà du domaine juridique et d'ordre social. Actuellement, les compétences du pouvoir central inclut d'autres matières telles que le droit, la fiscalité, le budget, la santé, l'éducation, la subvention des activités des agents économiques qui fournissent des biens fondamentaux, la construction d'infrastructure, etc. A chaque étape de la civilisation, la nécessité d'un pouvoir central progresse au même rythme que l'évolution de la société.

Ainsi, il est difficile d'imaginer une économie sans aucune action du pouvoir public. Dans ce sens, et avec le concept de marché, une nouvelle forme d'économie autre que le capitalisme et le marxisme s'émerge et domine complètement les grands pays du monde actuel tels que les Etats-Unis, les pays européens, mais aussi les Nouveaux Pays Industrialisés. Nous sommes entrés dans l'ère de « l'économie mixte », qui se rapporte à la théorie keynésienne et dans lequel le marché et l'Etat se combinent pour assurer la prospérité d'une économie.

Ces interventions se reflètent en général, par des politiques économiques (politique budgétaire, politique monétaire, etc.) en vue d'améliorer la croissance et le niveau de vie de la population. Chaque pays cherche à accroître leur PIB par différents choix politiques. De telle initiative est bien sûr fondée sur le fait que le marché présente une incapacité de permettre l'allocation efficace et optimale des ressources par les agents économiques. Les expériences historiques montrent que l'autorégulation par le marché n'assure pas parfaitement le bon fonctionnement de l'économie. Si des crises se sont manifestées chez certains pays (crise de surproduction de 1929), se sont des révoltes qui se sont enclenchés chez d'autres (révolution Russe aboutissant à une prise de pouvoir par le prolétariat en 1917).

Mais, en générale, toutes les actions mises en ouvres ont toutes un objet commun, entendu le plus souvent par le terme « développement » qui est principalement fondé sur la croissance économique. Si on entend le gouvernement mobiliser un instrument politique, c'est surement pour améliorer un facteur du développement. Si des efforts pour le développement sont attendus de la part des Etats dans les pays en voie de développement, chez les pays développés, il est question de le maintenir.

Parmi ces pays en voie de développement se trouve Madagascar. Après 60 ans environ d'indépendance, et après plusieurs efforts le pays a encore cette qualification. Ainsi, dans cette généralisation de l'économie où l'Etat et le marché se coordonnent pour y permettre le bon fonctionnement et donc le développement du système, la curiosité de nombre d'économistes devrait s'intéresser sur le fait que l'économie malgache est encore dans une situation vulnérable malgré les efforts interventionnistes de l'Etat malgache. Le problème qui se pose est : est-ce que les politiques économiques, plus précisément, la politique budgétaire et la politique monétaire adoptée, permettent-elles l'accroissement de la production réelle?

Il s'agit donc de faire une analyse sur l'efficacité des politiques économiques, mises en vigueur par l'autorité publique malgache. Un sujet plutôt intéressant puisque la notion de bonne gouvernance, qui est le centre des intérêts de nombreux acteurs économique et surtout des investisseurs étrangers, est fortement liée à l'efficacité de la politique de l'Etat. Et si une économie comme la notre devrait se développer, c'est parce qu'il y aurait un Etat responsable qui ose soulever les grands obstacles de la pauvreté par des initiatives politiques efficaces.

Pour mener à bien notre étude, nous partirons des observations de l'évolution du PIB, des dépenses publiques, et de la masse monétaire dans l'histoire économique de Madagascar. Pour appréhender l'efficacité de chacune de ces politiques économiques conjoncturelle, nous utiliserons l'économétrie comme l'outil. Pour bien illustrer notre étude, nous allons procéder en 2 parties. La première partie sera consacrée à une analyse des principes fondamentaux de l'interventionnisme de l'Etat. Dans la deuxième partie de cette essai, nous étudierons l'efficacité des initiatives politiques adoptées par le gouvernement malgache pour favoriser l'économie nationale.

Partie I. Principes fondamentales des actions de l'Etat

Chapitre I. Les théories fondatrices de l'intervention de l'Etat, critique du système de marché

Nombreuses théories se montrent favorables en faveur de l'intervention de l'Etat. Bien avant les classiques, ce mode de régulation existait déjà. Et cela, depuis les mercantilistes. Plus tard, le marxisme et le keynésianisme illumine la pensée économique des XIX et XX^{ème}. Puis, Joseph Eugene Stiglitz, Michael Spence, et George A. Akerlof mettent en évidence les problèmes des marchés : une autre façon de critiquer le système de marché.

Section I. Le mercantilisme

Entre le XVI^{ème} siècle et le XVIII^{ème} siècle, le mercantilisme dominait la pensée économique surtout en France, en Espagne, et un peu plus tard en Grande Bretagne. On distingue trois écoles mercantilistes : le bullionisme en Espagne, le colbertisme en France et le commercialisme en Grande Bretagne dont les auteurs les plus célèbres sont respectivement Luis de Ortiz, Jean Bodin, et William Petty. Pendant l'époque de la monarchie, ces pays détenaient la puissance économique mondiale grâce à leurs principes pour atteindre un objectif économique particulier.

1.1 Le but de l'économie politique

A cette période, les trois grandes écoles citées ci-haut sont convaincues à l'idée que l'accumulation de métaux précieux tels que l'or et l'argent détermine la puissance économique. De ce fait, pour qu'une nation soit riche, il faut qu'il ait un stock en métaux précieux considérable et qu'une sortie d'or devrait être limitée. De ce fait le pouvoir doit induire la puissance économique par un protectionnisme et interventionnisme totale.

1.2 Principe de base

Dans ce cas, il faut trouver les moyens d'accumuler les métaux précieux et empêcher leur sortie. Chacune des écoles a avancé sur ce fait leur manière d'accumuler l'or :

- Pour le bullionisme, cela se fait par une conquête des autres pays. Donc, il faudrait mettre en œuvre une politique démographique soutenue pour construire une armée.
- Quant à l'école de pensée économique française mercantiliste, elle optait pour l'industrialisation, afin de vendre ses produits à des débouchés étrangers.

- Tandis que celui du commercialisme opte pour le commerce pour gonfler son stock de métaux précieux.

Section II. L'approche Marxiste du rôle de l'Etat¹

Les idées de Marx stipulent que le capitalisme dans ses fonctionnements connaît une crise due à l'inégalité de rémunération des facteurs de production.

C'est de Marx que l'on hérite un Etat qui cherche le bien être de tous et non seulement d'un pouvoir qui est hostile vis-à-vis du sort de la masse populaire mais, favorable à la minorité bourgeoise. Il avance que le capitalisme est en crise et que cela est incontournable dû aux facteurs suivants :

- Pour augmenter la plus value dans le contexte de concurrence, les capitalistes vont faire pression sur le salaire des ouvriers et ainsi, ils pourront mobiliser une force de travail importante pour pouvoir produire. Or, cela entrainera un déséquilibre puisque le niveau de l'offre dépasse largement celui de la demande qui émane en grande partie de ces ouvriers mal rémunérés.

- A ce stade, le prix devra baisser et entraîner une baisse du taux de profit. Par conséquent, les capitalistes voudront investir dans d'autres activités économiques plus rentables. Ce qui aboutit à une généralisation de la baisse du taux de profit. Ce qui provoquera donc un frein sur la production et l'emploi.

Face à de telle dépression, l'Etat bourgeoise sera renversé et remplacé par la dictature du prolétariat dans laquelle le pouvoir prendra la tâche de toutes activités économiques pour satisfaire les besoins collectifs. Cette crise structurelle du capitalisme n'a pas attendu le long terme pour se manifester puisque, dès 1917, les prédictions de Marx se sont réalisées. Mais, cela n'a pu aboutir au communisme car la nouvelle théorie avancée par John Maynard Keynes a pu conserver le capitalisme.

¹ G. Koslov ; Economie politique le capital ; un ouvrage de l'académie des sciences de l'URSS dirigé par G. Koslov, édition du progrès, 1977, Moscou

Section III. L'approche keynésienne du rôle de l'Etat²

L'approche keynésienne de la nécessité de l'Etat se base sur l'observation des faits économiques réels. Sa célèbre « théorie générale » vient soutenir l'action sans pour autant nuire au capitalisme et au système d'économie de marché.

- Un critique de la loi des débouchés de Jean Baptiste Say

Pour cela, Keynes va critiquer Say par son affirmation que « l'offre crée sa propre demande ». Cette loi estime que lorsqu'un agent économique fournit de nouveaux produits, ou augmente la quantité de sa production, il trouvera toujours de débouchés.

Or, ce n'est pas le cas selon Keynes parce que, depuis l'introduction de la monnaie dans le système des échanges économiques, le producteur se trouve dans une situation d'incertitude. Si un individu A travail chez un autre individu B, dans un système de troc, B peut rémunérer les travaux de A par une part de la production, et donc, B n'aura pas de difficulté à vendre ses produits. Mais, lorsque l'entrepreneur B paye les services de A en liquide monétaire, ce dernier peut ne pas consommer les biens produits par B.

- Chômage, une autre façon de mettre en évidence les lacunes du marché

Keynes découvre que le chômage n'est pas volontaire. Mais, il existe à cause de la recherche de plus value de la part des capitalistes en augmentant la productivité de son entité par la mécanisation de certains niveaux du processus de production. Les ménages ne trouveront pas donc d'emploi dû à l'importance de cette forme industrielle du système de production.

Et face à cette pression sur les salaires et la substitution de la main d'œuvre par les machines, les consommateurs ne seront pas capables de s'acquitter des biens sur le marché. Autrement-dit, il y aura une sous-consommation.

Ainsi, Keynes considère la demande comme le premier paramètre important d'une économie. Il faut considérer le niveau de la demande effective pour écrouler les fruits de la croissance. Le pouvoir doit donc faire des dépenses d'investissement pour créer de l'emploi et donc d'autre déboucher pour les producteurs.

² Cours d'économie générale de Mr GREMIER ; les théories économiques : les principaux courants de pensée économique ;

Section IV. Une défaillance du marché : la sélection adverse³

Une analyse microéconomique a permis aussi d'expliquer que l'économie a besoin d'un agent économique soucieux des biens de la collectivité. Une étude plus réaliste lancée par George Akerlof fait l'inspiration de Spence et de Stiglitz. Chacun de ces auteurs a introduit des termes bien connus pour mettre en évidence la défaillance des marchés.

La nouvelle théorie du marché de George Akerlof est basée sur la constatation des faits réels sur le marché. Son article aborde la qualité et l'incertitude. Pour cela, l'auteur se réfère au marché de voiture dans lequel il y a deux groupes d'agent : les vendeurs et les acheteurs de voiture, tel que seuls les vendeurs sont au courant de la qualité des voitures.

Le problème qu'il a constaté est que les voitures étant indiscernables entre elles se vendent au même prix qu'ils soient des voitures d'occasion endommagées (de faible qualité) ou des nouvelles voitures de bonne qualité. Donc, il est clair pour les vendeurs de voiture de « sabot » ou bien « citron » que leurs activités soient plus rentables que pour les vendeurs de voiture de bonne qualité.

Quant à l'acheteur, il ignore la qualité des voitures sur le marché. Mais, pour faire ses choix d'achat, il fait appel à des statistiques lui permettant d'estimer la chance pour que sa voiture soit de bonne qualité ou un « citron ». Or cette proportion a tendance à diminuer dû au fait que les mauvaises voitures chassent les bonnes, comme dans le cas de la monnaie, puisqu'elles sont vendues au même prix et sont indiscernables entre elles. Nous ne parlons pas d'homogénéité dans le cadre de cette étude, il s'agit plutôt d'indiscernabilité parce qu'on parle de vice cachée des voitures.

En un mot, le marché est dans un contexte de non transparence : l'information est inégalement répartie, elle est asymétrique par rapport aux agents. Les vendeurs sont très bien informés contrairement aux acheteurs. Et pourtant, les décisions prises dans ce cadre affectent des coûts économiques considérables. Dans ce cas, d'après l'auteur, le marché ne permet pas à lui seul le bon fonctionnement de l'économie. Et pourtant, un problème aussi se pose et se met au travers du fonctionnement des marchés dû principalement par des facteurs internes, c'est-à-dire des facteurs rattachés aux éléments du marché comme les biens, les agents économiques, etc.

³ G. Akerlof ; The market for lemons : Quality uncertainty and the market mechanism ; 1970

Section V. L'imperfection des marchés⁴

Le système de marché présente aussi des limites considérables qui nuisent sur le bon déroulement des activités économiques. En effet, des imperfections peuvent être observées sur les marchés, et seule l'Etat peut y remédier. Dans ce paragraphe, on va mettre en évidence ces imperfections des marchés pour en déduire les perspectives que l'Etat en doit retenir.

5.1 Les biens publics

En réalité, les biens dans une économie sont caractérisés par la « rivalité » et l'« excludabilité ».

a) Rivalité

Cette première caractéristique se réfère à la possibilité de consommation du bien par un consommateur après un autre. En effet, il existe des biens qui voient leurs quantités diminuées ou leurs qualités se dégradées lorsqu'un agent économique en consomme. Cette caractéristique répond donc à la question si la consommation de ce bien par un agent empêche-t-il la consommation par un autre.

b) excludabilité

Quant à celle-ci, elle se réfère à un prix d'exclusion sur la consommation du bien. En effet, si un prix est imposé, certains agents n'ayant pas de revenu considérable seront exclus de la consommation de ce bien.

A partir de ces critères, on distingue quatre catégories de bien illustré par ce tableau :

Tableau 11 : les biens économiques

	Non rival	Rival
Non excluable	Bien public pur	Bien de collectif
Excluable	Bien de club	Bien marchand pur

⁴ Pierre-Noël GIRAUD ; initiation à l'économie ; (l'Etat et les imperfections de marché) P163 à P172 ; année 2004-2005.

Ainsi, par déduction, il existe des biens non excludables et non rivaux dans toute vie économique. Autrement dit, tout individu a l'accès libre sur l'utilisation ou la consommation de tels biens parce qu'il n'y a pas de prix d'exclusion pour cela et même, la consommation de ces biens par un individu n'empêche pas la consommation par un autre. Pourtant, les consommateurs qui en ont besoin, n'en paient pas le prix et n'en veulent pas payer si on laissait une entreprise privée en fournir. Dans ce cas, seul l'Etat est capable d'en assurer la production pour éviter une situation non optimale sur l'économie.

5.2 Le monopole naturel

Une autre forme d'imperfection des marchés est le monopole naturel, qui se définit par une entité ou un groupement agissant comme le décideur sur un marché. Généralement, le monopole naturel est dû par le fait que la production d'un bien est moins coûteuse que s'il y avait deux entités qui le produisent. De ce fait, il y a une situation défavorable en ce qui concerne l'allocation des ressources dans l'économie. Ainsi, l'Etat devrait prendre soit des initiatives antitrust, soit des initiatives promoteurs d'une allocation optimale des ressources.

5.3 L'externalité

On parle d'externalité négative ou positive lorsque les activités d'un agent économique a des répercussions directes favorables ou non sur celles des autres. La première engendre un coût tandis que la seconde, un avantage alors que ces autres agents économiques ne reçoivent pas de prix de consolation, ni paient pour les avantages acquis de ces externalités dans une économie où l'Etat n'intervienne pas. Et cela représente un blocage à l'économie.

Les sections traitées jusqu'ici nous permettent de reconnaître d'une façon plus scientifique la nécessité des actions du gouvernement. Nous avons bien soutenu l'intervention de l'Etat. Si le pouvoir public a donc une responsabilité importante dans l'économie, comment devrait-il procéder pour atteindre l'objectif qu'il s'est fixé ? Il nous est donc fondamental de construire un modèle de cadre des actions collectives, mais aussi de mettre en évidence.

Chapitre II. Un modèle théorique de cadre des actions publiques

Section I. Objectif et instrument en générale⁵

1.1 La description générale du système économique

Le système fonctionne sous une série de condition telle qu'on a:

$$\begin{matrix} f_1(x_1; \dots; x_i; t_1; \dots; t_j) = 0 \\ \vdots \\ f_i(x_1; \dots; x_i; t_1; \dots; t_j) = 0 \end{matrix} \quad \begin{matrix} \text{Où } t_j \text{ (} j=1, \dots, J \text{) sont les variables instrumentales} \\ \text{contrôlés par le gouvernement et qu'il utilise dans sa} \\ \text{politique économique. Ce sont donc les moyens de la} \\ \text{politique gouvernementale.} \end{matrix}$$

Et x_i ($i=1, \dots, I$) sont les autres variables économiques.

Lorsque le gouvernement agit et fixe les « variables instrumentales », il agit indirectement sur les x , d'où :

$$\begin{matrix} x_1 = g_1(t_1; \dots; t_j) \\ \vdots \\ x_i = g_i(t_1; \dots; t_j) \end{matrix}$$

1.2 Nombre d'objectif et nombre d'instrument

Supposons le nombre d'objectif K , donc on a K variables x telles que :

$$\begin{pmatrix} x_1 = \bar{x}_1 \\ \vdots \\ x_i = \bar{x}_i \end{pmatrix} = \bar{x}$$

D'après le mécanisme du système, pour réaliser \bar{x} formé par K variable, on utilise le système suivant :

$$\begin{matrix} f_1(\bar{x}_1; \dots; \bar{x}_K; x_{K+1}; \dots; x_i; t_1; \dots; t_j) = 0 \\ \vdots \\ f_i(\bar{x}_1; \dots; \bar{x}_K; x_{K+1}; \dots; x_i; t_1; \dots; t_j) = 0 \end{matrix}$$

Pour atteindre les objectifs \bar{x} , le gouvernement doit trouver les « variables instrumentales ». Dans le système, il y a $[I - K + J]$ variables inconnues.

- Si $I - K + J \geq I$, cela signifie qu'il y a plus de variable inconnue que d'équation, on peut réaliser les objectifs fixés par nombreux moyens.

⁵ «Économie publique» de Leif Johansen, collection U librairie Armand Colin, 103 bd Saint Michel, Paris 5^{ème}, 1975

- Si $I - K + J = I$, il y a plus d'équation que de moyen, on peut réaliser les objectifs fixés par de nombre limité de moyens.
- Si $I - K + J \leq I$, il y a plus d'équation que de variable inconnue, donc il n'y a pas d'issue possible.

Mais dans la réalité, le gouvernement dispose au moins un moyen pour réaliser un objectif quoique certains des objectifs soient atteints automatiquement par la réalisation des autres, ou bien certains sont incompatibles avec d'autres.

1.3 Efficacités d'un instrument relativement à un objet ⁶

Supposons la situation initiale $x_K = x_K^0$ et l'objectif est $\bar{x}_K = x_K^0 + \Delta x_K$. Il faudrait donc utiliser l'instrument de politique t le moins coûteux mais permettant de réaliser \bar{x}_K . Ainsi, t_j prendra ses valeurs dans un domaine réduit (sous contraintes des institutions).

Dans ce cas, si la dérivée $\frac{\partial g_K(t_1, \dots, t_J)}{\partial t_j}$ est grande, t_j est un instrument très efficace puisque une légère augmentation de t_j seulement influence beaucoup sur $x_K = g_K(t_1; \dots; t_J)$ et peut atteindre aussi certains x_i pour $i \neq K$. Mais on peut aussi varier toutes les variables instrumentales pour atteindre x_K mais en maintenant constant les autres x . Cette efficacité est donc l'importance de Δx_K après une légère augmentation ∂t_j de (t_j) lorsque les autres t sont de manière à garder les mêmes valeurs initiales des x_i pour $i \neq k$.

Dans ce point de vue, il nous est difficile d'établir un lien entre un instrument et un objectif dans la réalité vue que celle-ci est complexe. D'où, il est nécessaire de considérer tous les instruments en relation avec tous les objectifs. Notons qu'il est possible qu'un instrument donné influence beaucoup sur u objectif donné et peu sur d'autres. C'est-à-dire :

$\frac{\partial g_K(t_1, \dots, t_J)}{\partial t_j}$ est grand $\frac{\partial g_H(t_1, \dots, t_J)}{\partial t_j}$ est petit pour $j \neq K$. Ce qui signifie que t_j est un instrument sélectif relativement à x_K .

⁶ "Économie publique" de Leif Johansen, collection U librairie Armand Colin, 103 bd Saint Michel, Paris 5^{ème}, 1975

1.4 L'utilisation des instruments : la nécessité d'une décentralisation

C'est-à-dire devrions-nous confier aux différentes institutions les tâches de s'occuper à la réalisation des objectifs par des instruments relatifs ? Admettons qu'on a $J=K$, on a alors :

$$\begin{array}{ccc} x_1 = g_1(t_1; \dots; t_K) & & t_1 = h_1(x_1; \dots; x_K) \\ \vdots & & \vdots \\ \vdots & \text{et} & \vdots \\ x_k = g_k(t_1; \dots; t_K) & & t_k = h_k(x_1; \dots; x_K) \end{array}$$

Il y a donc une relation réciproque entre les x et les t de sorte que la décentralisation des objectifs et des instruments se complique : la valeur de t_j , qu'une institution donnée s'occupe, dépendra de celle des autres.

Mais si x_k est influencé fortement par un ou plusieurs instruments (instrument ou groupe d'instruments sélectifs relatifs à x_k) qui n'ont que de faible effet sur les autres x ; pour $i \neq k$ et que les autres instruments sont neutres par rapport à x_k . C'est dans ce cas là que l'on peut affecter à une institution donnée l'objectif et les instruments correspondants. Une telle situation est en réalité rare. Mais malgré cela, il est important de partager ces instruments sélectifs.

1.5 Maximisation d'une fonction de préférence

Les objectifs $x_i = \bar{x}_i$ ($i = 1 ; \dots ; I$) ainsi déterminés, il est nécessaire de combiner les éléments identifiables suivants : les désires et la possibilité de leurs réalisation compte tenu des contraintes et des conditions possibles. Mais il serait plus simple de ne pas les combiner pour pouvoir énumérer ses préférences et construire ainsi un modèle complète du système économique de la forme : $W = w(x_1 ; \dots ; x_i)$. La maximisation de W est le seul objectif utilisant tous les instruments existants sous contraintes du fonctionnement du système économique.

Le plus grand objectif viser par l'Etat est d'améliorer le niveau de vie de la population. Mais, en général, pour atteindre de tel objectif, une condition préalable à sa réalisation est la croissance. Donc, il ne s'agit pas simplement des initiatives du secteur privé mais aussi, ceux du secteur public. Cela revient à atteindre des multiples objectifs tels que la mise en place d'un environnement économique stable, sain, et calme. L'Etat dispose plusieurs outils politiques pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixé au préalable et cela selon les circonstances.

Section II. Les différents outils politiques économiques de base de l'Etat

Nous avons vu dans la précédente section que l'Etat dispose de nombreux instruments politiques et leurs utilisations devraient prendre en compte les objectifs prioritaires fixés au préalable par le gouvernement tel que leurs réalisations assurent la satisfaction des besoins collectifs. En général, l'Etat a pour mission principal d'assurer un environnement macro-économique favorable à l'activité privée comme la maîtrise de l'inflation, et favoriser la croissance économique. Les politiques budgétaire et monétaire sont parmi les instruments pouvant atteindre cela.

2.1 Politique budgétaire : les modes de financement et les dépenses de l'Etat

L'histoire du budget revient de l'époque du roi pendant laquelle, les dépenses ne dépassaient guère des recettes perçues par le sac du roi. A partir du régime républicain et surtout à partir de la crise économique de 1929, dans un souci de l'équilibre macroéconomique, le pouvoir politique optait pour une politique budgétaire déficitaire afin de relancer l'économie. Par le moyen du budget, l'Etat s'investit dans de grand projet favorable aux activités économiques et à l'emploi. C'est donc le moyen direct par lequel l'autorité peut influencer l'économie et participer à la croissance économique.

En pratique, le budget est un document qui définit les recettes et les dépenses de l'Etat ainsi que les règles qui y sont attachées. Et son mode d'élaboration contemporaine est à l'inverse des anciens pratiques des époques de la monarchie pendant lesquelles les recettes sont déterminées avant d'affecter les dépenses. Autrement-dit, dans le régime actuel, ce sont les dépenses qui sont déterminées au préalable, puis viennent les règles fiscales dans lesquelles les ressources financières de l'Etat sont déterminées.

2.1.1 Les ressources financières de l'Etat

Pour financer ses dépenses, l'Etat perçoit trois principales ressources financières : les ressources publiques, les ressources internes, et les ressources externes. Tel que chacune d'elles a ses propres effets sur l'économie. Leur importance dans la constitution des ressources de l'Etat peut indiquer des objectifs économiques attendus par l'Etat, mais, on ne va pas beaucoup s'y intéresser, nous nous contenterons seulement de définir ces ressources financières de l'Etat dans le cadre de cette analyse.

2.1.2.1. Les ressources publiques⁷

Cette première ressource fondamentale de l'Etat est la plus vieille de toute. Elle consiste à prélever sur le revenu du peuple des obligations émanant de la souveraineté du pouvoir public. Les personnes sont soumises à des devoirs sur sa patrie et sont contraintes à des impôts. Nous pouvons citer les recettes fiscales et les recettes non fiscales comme ressources publiques.

- Les recettes fiscales : ces recettes sont généralement connues sous le nom d' « impôt » qui peut être des prélèvements obligatoires sur les revenus et sur la richesse des personnes physiques ou morales. Elles sont donc obligatoires mais aussi, irremboursables. On distingue :

- Les impôts sur les revenus des personnes physiques salariées et non salariées ;
- Les impôts sur les bénéfices des sociétés ;
- Les impôts sur les revenus des propriétés ;
- Taxes sur les biens et services ;
- Droit de douane et impôts sur les transactions internationales.

- Les recettes non fiscales : puisque le secteur public est comme un ensemble d'établissement tel que les administrations, les collectivités locales, la défense et la sécurité nationale, la justice, les entreprises dans lesquelles l'Etat est actionnaire, et d'autres entreprises contrôler directement par l'Etat. A partir des activités de ses composantes, le pouvoir peut y gagner ses recettes. Parmi ces recettes, on distingue :

- Les amendes : qui consistent à pénaliser ou confisquer des biens des personnes qui ont fait des délits ;
- Les redevances ;
- Les produits financiers
- Vente des biens et services publics ;
- Revenu du patrimoine.

⁷ Mr Harimisa RAVELOSON ; Cours de Finance Publique ; année universitaire 2011-2012

2.1.2.2. Les ressources internes⁸

A part ces recettes directement liées aux activités courantes, en particulier du secteur public, on peut énumérer aussi les ressources internes composées en général par la création monétaire et par l'emprunt interne.

- La création monétaire : surtout grâce au trésor qui dispose de privilège de battre les monnaies divisionnaires, l'Etat peut augmenter ses recettes mais de manière à ce qu'il n'y ait pas d'inflation. Autrement dit, elle est plutôt praticable dans une situation permanente de croissance économique. Mais, celle-ci ne constitue pas la part importante des ressources internes de l'Etat car ce dernier fait aussi des emprunts sur le secteur privé intérieur.

- Emprunt interne : ils ne se limitent pas seulement sur les transactions financières mais, peuvent être aussi sous la forme des transactions en nature. Ainsi, on distingue deux formes de ressource que l'on retient tant qu'emprunt :

- Les arriérés : ce sont des fournisseurs de matières ou de matériels ou de services avec lesquels l'Etat a effectué des achats à crédits et qui demeurent impayés pour le moment.
- Les émissions de titre ; pour avoir du crédit, l'Etat peut émettre des titres plus intéressants que ceux émis par le secteur privé. Ce sont les banques commerciales qui achètent souvent ces titres émis et vendus par l'Etat.

2.1.2.3. Ressources externes

Dans le contexte de l'ouverture à l'échange, l'Etat peut se livrer à des ressources externes surtout lorsque l'économie nationale ne fonctionne pas trop bien. Par ailleurs, ces ressources externes sont constituées de prêts ou de dons fournis par les étrangers pour compenser les manques sur l'économie. Il peut donc recourir sur des ressources externes sur le marché financier ou par le moyen d'aide au développement.

- Prêts : on parle le plus souvent de prêts concessionnels dans lequel le capital est composé d'un élément dons, plus précisément lorsque cet élément dépasse les 25% du capital.
- Dons : il s'agit ici d'un capital qui ne nécessite pas de remboursement. Il est attribué au pays à faible revenu par les organismes internationaux.

⁸ Mr Harimisa RAVELOSON ; Cours de Finance Publique ; année universitaire 2011-2012

Ainsi, les activités de l'Etat conduit le plus souvent à son endettement. La sous section suivante sera consacrée à l'étude de ce terme quotidien de presque tous les pays.

2.1.2 L'endettement de l'Etat⁹

Pour des fins macroéconomiques, l'Etat décide de faire des emprunts auprès des étrangers ou du secteur privé national.

➤ Un emprunt à l'étranger : il choisit cette option pour financer le surplus d'importation qui aboutit, soit à des anticipations optimistes, soit à de forte sortie de devise.

➤ Un emprunt auprès du secteur privé intérieur : Comme lorsque l'Etat choisit de réduire la consommation privée par la fiscalité élevée, il peut diminuer l'investissement privé en absorbant une partie de la masse monétaire.

Plusieurs types de dette de l'Etat sont possibles compte tenu de la considération des formes de la dette suivantes :

2.1.3.1. La dette administrative et dette financière

La dette administrative concerne les dettes envers le secteur privé engendrées techniquement par les transactions courantes de façon imprévisible mais compensées en pratique par une créance des administrations publiques. Quant à la dette financière, elles concernent les dettes liées indirectement aux transactions que le secteur public opère.

2.1.3.2. Dette intérieur et dette extérieur

Leur distinction s'affirme en disant que les emprunts publics extérieurs accroissent l'offre de ressources pour le privé et que ceux de l'intérieur limitent les ressources disponibles pour le secteur privé intérieur.

2.1.3.3. Dette flottante et dette fondée

La dette flottante couvre les dettes à court terme dont le remboursement est limité dans un délai très court. Tandis que la dette fondée concerne celle qui est à long terme. Les critères suivants déterminent la dette de l'Etat : la charge d'intérêt la plus faible ; la catégorie d'investissement privé à réduire ; leur mode de remboursement ; leur degré de transférabilité s'il s'agit de dette extérieur ; et la possibilité de leur conversion en d'autre dette nouvelle qui confèrerait plus d'avantage à l'Etat que lorsqu'il garderait l'ancienne dette.

⁹ "Économie publique" de Leif Johansen, collection U librairie Armand Colin, 103 bd Saint Michel, Paris 5^{ème}, 1975

2.1.3.4. Les effets de la dette nationale

➤ Les émissions effectuées par l'Etat promettent à son futur créancier une fortune qui lui permettra d'augmenter sa consommation. Et du fait que ses créances ne sont pas compensées par une dette du secteur privé, un accroissement réel des fortunes du privé agrégé et donc de la demande se manifeste. Mais dans une position pessimiste ou trop optimiste des porteurs, la dette publique risque de déstabiliser l'économie.

➤ Elle peut aussi déclencher une inflation si la production est stable. Mais quelque fois, un tel phénomène peut être provoqué volontairement pour alléger la dette de l'Etat.

➤ Elle a aussi un effet distributif de revenu lorsqu'il s'agit d'emprunt sur le secteur privé puisque l'Etat peut effectuer des prélèvements sur les revenus d'intérêt de ses créanciers.

➤ D'ailleurs, au lieu d'imposer le secteur privé et y mettre à la charge directement le financement des investissements publics, la dette publique répartit dans le futur les paiements de la dette extérieure ou intérieure respectivement par un prélèvement sur le revenu national ou par la fiscalité appliquée sur le revenu du secteur privé.

Mais, à un niveau considérable de la dette, l'Etat serait contraint de payer un montant d'intérêt très important et un cumul de capital explosif si la croissance économique est plus lente.

2.1.3 Les dépenses publiques¹⁰

Dans les périodes de la monarchie, les dépenses du pouvoir n'ont jamais dépassé ses recettes. C'est depuis Keynes que les théories économiques sont devenues de plus en plus favorable à l'action publique et donc à la dépense publique conduisant à un déficit de la balance du budget dans lequel elles sont fixées sous forme de loi et consensus entre les membres du gouvernement. En général, les dépenses publiques sont principalement réparties entre les dépenses courantes et les dépenses d'investissement, mais il faut quand même mentionner les autres dépenses qui ne sont pas pour autant négligeables (les dépenses exceptionnelles, les dépenses d'opération financière et les dépenses structurelles).

¹⁰ « Le Budget : Guide Pratique », Deuxième édition, direction générale du Budget, 2008.

2.2.2.1. Les dépenses courantes de l'Etat

Quant à celle-ci, elles sont liées aux activités courantes de fonctionnement du secteur public caractérisé par les éléments¹¹ typiques suivants :

- Un pouvoir central qui le dirige et qui cherche à favoriser l'économie par ses actions
- Il vise le bien collectif, un objet complètement différent de celui du privé
- Il a comme principal outil : la souveraineté
- Il a un important pouvoir financier par sa Banque Centrale

En général, les dépenses publiques courantes sont les salaires des fonctionnaires, les dépenses d'entretien des infrastructures, les consommations intermédiaires, les subventions diverses et les transferts, mais, aussi il ya les intérêts de la dette.

- Les dépenses pour salaires et traitements : Il s'agit des traitements de tous ceux qui travaillent pour le gouvernement et sous sa direction, qu'ils soient titulaires ou contractuels.

- Les dépenses pour achats des biens et services ou consommation intermédiaire : Il s'agit des dépenses destinées aux achats des matériels courants et de fournitures (pas de biens d'équipement ou biens durables comme les véhicules), ou services (consultants, électricité, transport, etc.).

- Les dépenses de transferts : Il s'agit des dépenses effectuées dans le cadre de la fonction spécifique de l'Etat : prélever pour redistribuer (sans contrepartie). Ces dépenses comportent les transferts aux ménages (bourses scolaires...). Ces dépenses comprennent aussi les transferts aux entreprises (subventions) ainsi que les dépenses effectuées à l'étranger, comme les cotisations annuelles à certaines organisations internationales.

- Les intérêts de la dette publique : Il s'agit des intérêts dus et non effectivement honorés. Les remboursements des principales ne figurent pas à ce niveau.

¹¹ "Économie publique" de Leif Johansen, collection U librairie Armand Colin, 103 bd Saint Michel, Paris 5^{ème}, 1975

2.2.2.2. Les dépenses d'investissements

Ces dépenses correspondent à l'achat de biens qui vont demeurer plus d'un an dans le patrimoine de l'Etat. Les principaux sont les infrastructures publiques (routes, bâtiments tels que les écoles, dispensaires,...). Au sein de cette dernière catégorie, il est encore utile de distinguer celles qui sont financées par les dons et celles qui sont financées par les prêts.

2.2.2.3. Les autres dépenses de l'Etat

- Les dépenses courantes structurelles : Ce sont les interventions sociales et économiques pour l'atteinte des objectifs de développement et d'ajustement structurel (interventions sur les dégâts des cataclysmes naturels, intervention sociale pour l'aide contre la famine, appui à la santé maternelle et infantile...)
- Les dépenses exceptionnelles : Elles correspondent aux dépenses de fonctionnement de l'Etat à titre ponctuel et exceptionnel.
- Les dépenses d'opérations financières : Elles correspondent au remboursement des emprunts de l'Etat, des avances et des participations financières de l'Etat dans le capital social des sociétés publiques ou mixtes ainsi qu'au paiement des dividendes qui s'ensuivent, etc.

2.2 Politique monétaire

Cet instrument de politique économique est important pour la réalisation des objectifs finaux (croissance économique, plein emploi, stabilité macroéconomique, équilibre extérieur) souvent qualifiés de « carrée magique ». Elle englobe un ensemble d'actions menées par l'autorité monétaire sur le marché monétaire qui se trouve au centre des relations économiques entre les agents ou groupe d'agents entre lesquels des transactions s'effectuent. Les entreprises produisent grâce aux biens d'équipement, matières premières, et facteurs humains qu'elles ont achetés ; les ménages reçoivent des entreprises et des administrations qui les emploient des revenus monétaires ; ménages et entreprises versent aux administrations des impôts mais reçoivent en contrepartie des subventions ou des services collectifs.

Donc, la monnaie établie des liens constituant une forme de réseau complexe se nouant entre les agents ou les groupes d'agents économiques. Mais, elle ne joue pas simplement un rôle d'intermédiaire n'ayant pas d'effet escompté sur l'économie en terme réelle. Au contraire, elle a des répercussions considérables sur les choix des acteurs économiques qui prennent des décisions sous contrainte des ressources disponibles¹². De ce fait, il nous est important d'étudier ce domaine en abordant d'abord aux généralités sur la politique monétaire ainsi que ses instruments et ses établissements de pilotage.

2.2.1 Généralités sur la politique monétaire

La première manifestation de cette vieille politique conjoncturelle date depuis 1837 par la Banque d'Angleterre. Les idées sur la monnaie opposent les néoclassiques et les monétaristes aux keynésiens, mais, le rôle que joue la politique monétaire dans l'économie est un débat séparant ces deux derniers groupes d'auteurs économiques.

2.2.2 Fondement théorique de la politique monétaire

2.2.2.1. Théorie quantitative de la monnaie

Les habitudes héritées de la période des « trocs » ont longtemps influencé la pensée économique. Connue sous le célèbre adage : « la monnaie n'est qu'une voile », la loi de Say implique que les biens sont échangés contre des biens et la monnaie en est le moyen facilitateur grâce à sa qualité d' « unité de compte ». La formulation d'Irving Fisher dans la « théorie quantitative de la monnaie » explicite clairement ce choix classique de la monnaie.

$$M \times V = P \times T$$

M : désigne la masse monétaire

V : la vitesse de circulation de la monnaie

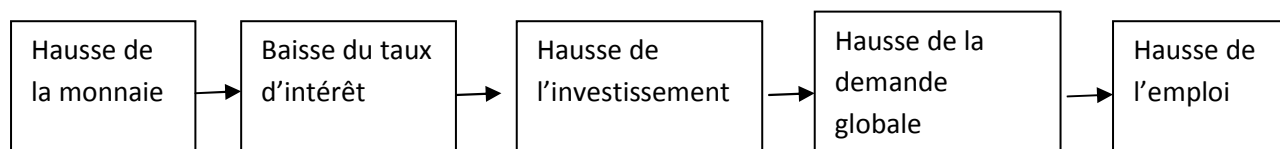
T : masse de transaction ou volume de production P : niveau générale des prix

A partir de cette formulation, si M augmente, alors que V est stable et que T est déterminé par les facteurs de production, il n'y aura qu'une augmentation du niveau générale des prix. Dans un terme plus simple, la variation de M n'entraîne qu'une variation de P. Par conséquent, une politique monétaire n'est pas nécessaire.

¹² Cours de Mr Olivier RAMIANDRISOA ; Politique économique ; année universitaire 2011-2012.

2.2.2.2. L'approche keynésienne de la monnaie¹³

Chez Keynes, la monnaie n'est pas qu'une simple « voile » comme le prétendent les néoclassiques. Sa théorie générale illustre bien les effets d'une quantité de monnaie plus importante dans l'économie réelle.



Ainsi, une politique monétaire expansionniste permet une hausse de l'investissement grâce à la facilité d'accès au crédit stimulée par une baisse du taux d'intérêt. Cette hausse va se traduire à une situation favorable à la création de nouveaux emplois lorsque la Demande Globale¹⁴ s'est accrue. Mais, l'approche théorique sur la politique monétaire n'est pas restée sur ces affirmations, quelques années plus tard, les monétaristes viennent s'y opposer.

2.2.2.3. L'approche monétariste de la monnaie¹⁵

Ces « nouveaux classiques » viennent s'opposer aux idées keynésiennes sur la conception de la monnaie. Cette nouvelle doctrine met en évidence une relation inverse entre l'inflation et le chômage de sorte qu'ils aboutissent à une conclusion que la politique monétaire expansionniste est inefficace, voir même dangereuse.

En partant de la courbe de Philips, les monétaristes découvrent l'incompatibilité entre l'objectif du plein emploi et de la maîtrise de l'inflation. Les agents économiques ne sont que provisoirement victimes de l'« illusion monétaire » en cas de politique monétaire expansionniste, si bien que le taux de chômage rejoint rapidement son niveau « naturel » tandis que l'inflation, en revanche, se retrouve propulsée à un niveau supérieur.

Donc, pour mettre un terme à ce cercle vicieux inflationniste, Friedman préconise l'abandon des politiques monétaires discrétionnaires au profit de règles fixes. Il suggère de déterminer un objectif de croissance pour la masse monétaire compatible avec le taux de croissance moyen de la production afin de garantir la stabilité des prix à long terme. Dans cette logique, si la croissance excède son rythme potentiel structurel, l'offre de monnaie

¹³ Cours de théories économiques de Mr Rakoto David ; année universitaire 2011-2012.

¹⁴ $DG = I + C + G$ dans une économie fermée.

¹⁵ Étude économique n° 4 - 5 novembre 2009 - La politique monétaire. Objectifs, méthodes et nouveaux problèmes

devient insuffisante et les taux d'intérêt augmentent, ce qui freine la croissance et évite une surchauffe inflationniste. Réciproquement, une baisse des taux viendrait soutenir l'activité si la croissance se trouvait inférieure à son potentiel de long terme.

2.2.3 Les agrégats monétaires

2.2.4.1. La masse monétaire

Les principaux agrégats monétaires sont ici classés par ordre de liquidité décroissante :

➤ M1 comprend la monnaie au sens strict de moyen de paiement : les billets et pièces (monnaie manuelle) ainsi que les dépôts à vue.

➤ M2 = M1 + les dépôts à termes jusqu'à deux ans et les dépôts assortis d'un préavis de remboursement inférieur ou égal à trois mois ;

➤ M3 = M2 + les instruments négociables sur le marché monétaire émis par les institutions financières monétaires, et qui représentent des avoirs dont le degré de liquidité est élevé avec peu de risque de perte de capital en cas de liquidation ;

➤ M4 = M3 + les bons du Trésor, les billets de trésorerie et les bons à moyen terme émis par les sociétés non financières.¹⁶

2.2.4.2. Les liquidités de l'économie

D'autres dépôts ne sont pas comptabilisés dans la masse monétaire. Ce sont aussi des sommes dont on peut disposer pour un paiement. En fait, elle représente une épargne de la monnaie déjà créée, déposée dans les organismes qui à la différence des banques, n'ont pas le pouvoir de création monétaire. On tient compte de ces dépôts qui peuvent à tout moment revenir dans le circuit économique et provoqué aussi un accroissement de la demande. La masse monétaire avec ces avoirs s'appellent les liquidités de l'économie. Les autres placements liquides et à court terme avec la quasi-monnaie donnent l'épargne liquide à court terme.

¹⁶ LES DOCUMENTS DE TRAVAIL DU SENAT ; Étude économique n° 4 - 5 novembre 2009 - La politique monétaire. Objectifs, méthodes et nouveaux problèmes ; www.senat.fr/eco/ec-04/ec-04_mono.html

2.2.4 Objectifs et instruments de la politique monétaire

2.2.5.1. Les objectifs de la politique monétaire¹⁷

Pour assurer une maîtrise de l'inflation, le maintien d'une croissance du PIB et du plein emploi ainsi que d'un solde favorable de la balance commerciale, l'autorité monétaire relève le défi de contrôler la masse monétaire ainsi que l'évolution des crédits et du taux d'intérêt. Ces derniers sont assurés grâce à la fixation d'un taux de refinancement pour que la Banque centrale puisse contrôler les conditions d'opérations des banques primaires sur le marché monétaire et la limitation de sa quantité par une réserve obligatoire et par les bons de trésors par adjudication. L'autorité monétaire engage une politique monétaire pour réaliser principalement les objectifs finals suivants :

➤ Le plein emploi : En effet, une augmentation de la masse monétaire signifie que les agents économiques disposent de monnaie assez considérable. Cela va réduire le prix des titres et les taux d'intérêt sur le marché financier puisque l'offre de titre sera inférieure par rapport à la demande de titre grâce à l'importance des spéculations. Dans ce cas, les entrepreneurs vont vendre d'avantage de titre et investir plus car le marché leur est favorable.

➤ La croissance économique : Dans un sens plus logique, l'investissement permet de mobiliser plus de facteur de production. Et dans le respect de l'hypothèse de monotonie de la fonction de production, une augmentation des facteurs de production va entraîner une croissance de la quantité produite.

➤ La stabilité des prix : Comme le prix se fixe par la rencontre de l'offre et la demande, la croissance économique devrait permettre de subvenir les besoins non satisfaits dans les périodes précédentes. La politique monétaire expansionniste permet donc de remettre au même niveau que l'offre des biens et services la demande pour que le niveau général des prix ne connaisse une augmentation trop importante. Notons que cette lutte contre l'inflation, ou du moins sa maîtrise conditionne l'équilibre extérieur.

➤ L'équilibre extérieur : En d'autre terme, la politique monétaire permet d'introduire ou d'absorber un supplément de masse de monnaie, ce qui signifie respectivement que la demande de devise augmente ou diminue, et donc il y aura une dévaluation ou une réévaluation de la monnaie nationale. De telle initiative peut donc être

¹⁷Reagan KIBABELA POLO ; Incidence de la politique monétaire sur le niveau général de prix en RDC de 1998 à 2009 ; http://www.memoireonline.com/01/12/5092/m_Incidence-de-la-politique-monetaire-sur-le-niveau-general-de-prix-en-RDC-de-1998--20092.html

considérée comme un outil d'égalisation entre la sortie et l'entrée de biens et services, des capitaux, et des revenus.

2.2.5.2. Les instruments de la politique monétaire

a) Les instruments directs¹⁸

- Les règlements des ventes à tempérament
- L'encadrement de crédit : les autorités monétaires fixent un taux de croissance global de la masse monétaire et notamment de crédit (par tranche)
- L'encadrement des dépôts

b) Instruments indirects¹⁹

- Le taux d'intérêts : la Banque centrale fixe un taux directeur et à partir de ce taux, les banques fixent elles-mêmes un taux d'intérêt (prix du cours en argent au secteur économique).
- Le taux de réescompte : les liquidités fournies par la Banque centrale en contrepartie d'acquisition de titres détenus par les banques primaires (refinancement direct de créance).
- Le taux de réserve obligatoire : qui représente un pourcentage des dépôts que les banques primaires doivent détenir auprès de la Banque centrale (dépôts non rémunérés). Plus ce pourcentage est élevé, moins la somme des dépôts disponibles pour consentir de nouveaux crédits est importante, donc moins la création de monnaie scripturale est intense et moins la masse monétaire augmente.
- La politique d' « open-market » : Les opérations d'open Market sont des opérations de vente et d'achat de titres sur le marché monétaire par les autorités monétaires. Elles agissent à la fois sur le montant de liquidité en circulation et sur le montant de titres détenus dans le portefeuille de la Banque centrale.
- La manipulation du taux de change : Lorsque le marché ne s'équilibre pas spontanément, la tension vient assez vite des pouvoirs publics de contrôler les opérations des changes. Ce contrôle peut aller jusqu'à soumettre à l'autorisation administrative pour tout achat et toute vente de devises étrangères.

¹⁸ Reagan KIBABELA POLO ; Incidence de la politique monétaire sur le niveau général de prix en RDC de 1998 à 2009 ; http://www.memoireonline.com/01/12/5092/m_Incidence-de-la-politique-monetaire-sur-le-niveau-general-de-prix-en-RDC-de-1998--20092.html

¹⁹ Reagan KIBABELA POLO ; Incidence de la politique monétaire sur le niveau général de prix en RDC de 1998 à 2009 ; http://www.memoireonline.com/01/12/5092/m_Incidence-de-la-politique-monetaire-sur-le-niveau-general-de-prix-en-RDC-de-1998--20092.html

C'est au travers d'un système que s'entretiennent des initiatives politiques visant à atteindre de tels objectifs vitaux à l'économie. Sa mise en œuvre s'appuie sur un système bancaire dans lequel des règles sont mises en jeu pour des objectifs particuliers.

2.2.5 Le système bancaire²⁰

Un système bancaire est généralement composé d'un ensemble de banques et d'autres établissements financiers et d'une Banque centrale entre lesquelles une relation financière de créances et d'engagement les uns vis-à-vis des autres ainsi que vis-à-vis des agents non financiers sont entretenues. Leur rôle est néfaste dans la mise au point de la politique monétaire mobilisée par l'autorité monétaire.

2.2.5.1. Les banques

Les banques se distinguent par les autres agents financiers par leur bilan et l'activité bancaire. Tous agents financiers n'ayant pas ces caractéristiques ne sont pas considérés comme une banque mais, comme d'autres institutions financières.

➤ Le bilan de la banque

Le bilan de la banque est généralement constituée par :

— Une ressource ou un passif essentiellement composé des dépôts effectués par des particuliers qui sont pratiquement les ménages et les entreprises ou l'Etat. Ces dépôts sont donc des créances de ces derniers et donc une dette pour la banque qui dispose désormais des fonds mobilisables. Ils sont matérialisés par une inscription dans le compte du déposant tenu par la banque.

— Le principal emploi de la banque est la distribution de crédits à l'économie ou à l'Etat. Elle fait donc des créances à un emprunteur et lui met en disposition des fonds répondant à ses besoins de financement à condition d'une reconnaissance de dette de la part de l'emprunteur.

— Les encours : cet élément du bilan de la banque peut être passif ou actif lorsque la banque emprunte ou effectue des dépôts auprès de la Banque centrale pour compenser une insuffisance des ressources par rapport aux emplois ou pour éviter de garder une ressource inutilisée et improductive. Cela fait pratiquement référence à la réserve obligatoire.

²⁰ « Monnaie et Banque en Afrique francophone » par Jean Mathis, 1992, EDICEF

➤ L'activité bancaire :

Ainsi, les banques jouent un rôle d'intermédiation entre les déposants et des emprunteurs ayant des objectifs contradictoires. Les déposants recherchent en général des placements courts, de montant relativement faible et présentant un minimum de risque alors que les emprunteurs souhaitent obtenir des crédits long de montant plutôt élevés destinés à financer des investissements risqués. Dans cette mesure, ce sont les banques primaires qui font en grande partie de la création monétaire. En effet, lorsqu'elles accordent des crédits, elles créent de la monnaie sur l'économie parce qu'en détenant la même masse de liquidité, elles attribuent un pouvoir de paiement à celui ou ceux qui bénéficient de ses services puisque cela se fait en une simple inscription sur leur(s) compte(s).²¹

Donc, pour limiter ou augmenter le volume des crédits, la Banque centrale peut cibler le taux d'intérêt sur le quel s'opère les activités bancaires par divers instruments qu'elle estime comme adéquate au contexte économique.

2.2.5.2. La Banque centrale²²

Comme chez les banques primaires, les principales fonctions de la Banque centrale sont détectées grâce à une analyse du bilan détaillé de celle-ci. En pratique, ces fonctions essentielles de la Banque centrale sont en nombre de quatre (4) :

— Si les banques primaires gèrent la monnaie scripturale, la Banque centrale gère, quant à elle, la monnaie fiduciaire.

— Au même titre que les banques primaires, elle reçoit des dépôts ou octroie des crédits à l'Etat. Par ailleurs, la Banque centrale est une émanation de l'Etat. Leur relation est plutôt très particulière : le financement de l'Etat par la Banque centrale n'obéit pas les mêmes règles que le financement par les banques commerciales de leurs clients y compris l'Etat.

— La Banque centrale est aussi considérée comme la banque des banques : comme l'indique les encours des banques primaires, elle octroie des crédits ou reçoit des dépôts de la part de ces derniers.

— Elle détient les réserves de change des Etats.

²¹ « Comprendre les problèmes monétaires » par J. Brémond, A. Cohen et M.-C. Ferrandon, Tome1, édition Hatier, Paris 1979.

²² « Monnaie et Banque en Afrique francophone » par Jean Mathis, 1992, EDICEF

Conclusion partielle :

En partant des observations des faits économiques réels, et non des hypothèses abstraits des habitudes des classiques et des néoclassiques, nous avons vu comment les auteurs tels que Marx, Keynes, Akerlof et d'autres économistes contemporains défendent l'action de l'Etat sur la base d'un critique approfondi du système de marché. Ainsi, nous avons démontré que toute économie n'échappe pas à sa forme dans laquelle l'Etat et le marché s'entretiennent. En d'autre terme, les limites que représente le marché impliquent des grandes responsabilités à l'Etat.

Mais, les interventions menées devraient conduire à une situation favorable à l'économie. Les instruments politiques adoptées sont mises en œuvre pour atteindre un objectif particulier.

Or, si l'Etat met en œuvre un instrument politique, c'est qu'il s'est fixé comme objectif, dans le court terme : la croissance économique, et dans le long terme : le développement. En théorie, la politique budgétaire et la politique monétaire sont parmi les instruments politiques conjoncturels que l'Etat met souvent en œuvre pour impulser la croissance économique.

Chacune d'elles a un organe spécifique de mise en œuvre. Si le budget revient au secteur public, les initiatives monétaires, quant à elles, reviennent au système bancaire.

Elles permettent chacune d'influencer la croissance économique réelle en agissant sur la demande globale. A cet effet, il nous est nécessaire de confirmer ou de rejeter ces affirmations en effectuant une analyse économétrique sur les données empiriques concernant ces deux instruments de politique économique pour le cas de Madagascar.

Partie II. Analyse de l'efficacité de la politique monétaire et de la politique budgétaire : cas de Madagascar

Depuis son indépendance, le gouvernement malgache s'est toujours montré promoteur du développement du pays grâce à ses politiques économiques. Pourtant, à l'heure actuelle, et depuis plus de 60 ans, le pays se trouve dans une situation de plus en plus vulnérable malgré les efforts lancés par le pouvoir pour faire perpétuer une situation économique de croissance en volume. Mais, les échecs sont-ils dus par une politique budgétaire et une politique monétaire inadéquates aux circonstances économiques et sociales du pays ?

De tel problème est levé dans cette partie du devoir pour essayer de comprendre les effets de la contribution de l'Etat malgache pour faire fonctionner l'économie nationale. En vue de mener à bien cette étude, nous effectuerons une analyse économétrique pour mettre en évidence une relation de la croissance économique avec l'évolution de la masse monétaire ainsi qu'avec les dépenses et investissements publics à partir d'un modèle de régression linéaire simple. Mais, tout d'abord, il est naturel de faire un bref rappel historique des actions en matière de politique budgétaire et de politique monétaire déjà entamées par le pouvoir politique depuis l'indépendance du pays.

Chapitre I. Historique et les organes de la politique monétaire et de la politique budgétaire à Madagascar

Section I. Politique budgétaire : les modes de financement et les dépenses de l'Etat

1.1 La politique budgétaire dans l'histoire économique de Madagascar

Pour le cas de Madagascar, l'Etat effectuait des dépenses excessives dans les années 1978-1980 pendant lesquelles il prônait le socialisme pour moderniser les équipements des entreprises nationalisées depuis 1975. Mais le financement de telles dépenses d'investissement a poussé le pays à un endettement vis-à-vis de l'extérieur sans aucun gain de productivité considérable. Dès lors, le pouvoir optait pour le libéralisme et suivait un programme d'ajustement encadré par le FMI et la Banque Mondiale. Depuis, le gouvernement limitait ses dépenses, ou du moins ses déficits. Ils ne dépassaient guère les 25% du PIB sous l'égide de ce plan d'ajustement.²³

En 1990, Le déficit des finances publiques a été largement inférieur aux prévisions - 53,4 Mds FMG (francs malgaches) contre 172,5 Mds prévus – en raison des plus values fiscales et douanières liées à l'augmentation des importations et du faible taux de réalisation du programme d'investissements publics. Le déficit budgétaire avait été limité à 1,6% du PIB contre 5,3% en 1989, mais les bons résultats de 1990 étaient purement conjoncturels.²⁴

Le budget de 1991 a été établi avec les objectifs suivants :

- Poursuite de la relance économique,
- Atténuation des conséquences sociales de l'ajustement,
- Prise en compte des incidences socio-économique de la crise du Golfe,
- Décentralisation budgétaire.

Les recettes fiscales avaient été prévues en augmentation, mais en raison des grèves qui ont touchés l'administration, elles ont chuté de 29% avec une baisse considérable de la perception des droits et taxes sur l'importation.

²³ « Madagascar : économie et marché », par La Poste d'Expansion Economique à Antananarivo, dirigé par le CFCE, mai 1992, Paris.

²⁴ « Madagascar : économie et marché », par La Poste d'Expansion Economique à Antananarivo, dirigé par le CFCE, mai 1992, Paris.

Les dépenses courantes ont été affectées par les événements politiques, et malgré un faible taux de réalisation du programme d'investissements publics (les dépenses d'investissements sont principalement orientées en faveur des transports, des communications, de l'agriculture, de l'énergie et des mines), le déficit de la balance des opérations globales du trésor a fortement augmenté pour représenter en 1991 5,6% du PIB.²⁵

1.2 les moyens de financement et de dépense de l'Etat à Madagascar

A partir du budget le gouvernement met en détails et reparti ses recettes et ses dépenses selon les objectifs prioritaires qu'il s'est fixé. Chacune de ces éléments ont pourtant des impacts sur les décisions des agents économiques. Nous allons donc étudier dans cette section les principales ressources du gouvernement (la politique fiscale retenue par le pouvoir, ainsi que son endettement), et nous mettrons en évidence ses dépenses.

1.2.1 Les recettes fiscales à Madagascar²⁶

La fiscalité est l'ensemble des lois et règles qui régit l'impôt, lequel constitue le prélèvement obligatoire réalisé au profit de l'Administration Publique. Les impôts sont fixés dans le Code Général des Impôts (CGI) et s'effectue en trois phases :

- Calcul de l'assiette;
- Liquidation de l'impôt; et
- Recouvrement.

Pour les impôts directs, les deux premières phases sont assurées par les Services des Contributions Directes, tandis que le recouvrement est effectué par le Trésor.

En ce qui concerne les impôts indirects, les trois phases sont prises en charge par les Services des Contributions Indirectes qui relèvent de la Direction Générale du Trésor.

Les recettes fiscales sont régies par la Direction Générale des Ressources Fiscales (DGRF) du MFB. Elles sont composées des impôts directs, des impôts indirects et des droits de douane. Les impôts directs (les impôts sur revenus et gains) sont : l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS); l'impôt général sur les revenus des personnes physiques (IGR); l'impôt foncier sur les terrains (IFT); les impôts sur le revenu des capitaux mobiliers (IRCM).

²⁵ « Monnaie et Banque en Afrique francophone » par Jean Mathis, 1992, EDICEF

²⁶ José RAMAROHETRA, projet MADIO ; Etat Des Statistiques Budgétaires A Madagascar : diagnostic ; décembre 1994

Les impôts indirects (les impôts sur biens et services) ont pour caractère commun l'incidence sur le consommateur. Ces impôts sont pratiquement:

- La Taxe Unique sur les Transactions (TUT);
- La Taxe Sur les Transactions (TST);
- La Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA);
- La Taxe de Consommation (TC);
- Le droit d'accise;
- Les droits d'enregistrement et des timbres;
- Bénéfices de la Régie Malgache des Monopoles Fiscaux (RMMF); et
- Divers impôts et taxes locaux.

La TVA et la TST sont les taxes en vigueur depuis 1994. La TVA frappe les produits résultant d'une activité de production et est de 25%. La TST quant à elle touche les biens et services vendus et est de 5%. Notons que la TC a été fusionnée avec la TUT qui elle-même a été remplacée par la TST à partir de 1994. Le Droit d'Accise est la taxe nouvellement appliquée et qui frappe principalement les produits de luxe aussi bien importés que locaux. Son taux varie de 10% à 120%.²⁷

Les recettes douanières constituent près de 60% des recettes fiscales. Elles comprennent :

- les droits et taxes à l'importation (DTI); et
- les droits et taxes à l'exportation (DTE).

Tableau 12 : tableau de résumé des recettes fiscales de l'Etat

Nature des taxes	taux en %	Nature des taxes	taux en %
TVA	17-5 à 25,0	IBS	Variables (ne dépassant pas 50%)
TST	5,0	IGR	
TUT	17,5	IFT	
TC	-	IRCM	
DTI	0 à 50	RMMF	
DTE	0 à 50		

²⁷ José RAMAROHETRA, projet MADIO ; Etat Des Statistiques Budgétaires A Madagascar : diagnostic ; décembre 1994.

Les recettes non fiscales sont élaborées au niveau de la Direction Générale du Trésor (DGT). Ces recettes sont principalement les suivantes:

- Les recettes des ministères;
- Les revenus des domaines;
- Les recettes d'exploitation;
- Produits divers et accessoires;
- Subventions, participations et fonds de concours et
- Moyens de financement exceptionnel.

Les recettes extrabudgétaires sont les recettes non prévues dans la loi de finances, à savoir les recettes FNUP, l'excédent net AONT (Autres Opérations Nettes du Trésor) et l'excédent net en importation de riz.

Les recettes FNUP (Fonds National Unique de Péréquation) proviennent des prélèvements effectués par l'État pour le compte de la caisse de stabilisation des produits dit "à caisse". Avant 1993, le café, la vanille, le girofle et le poivre font partis de ces produits à caisse. A partir de 1993, seule la vente de vanille fait l'objet d'un prélèvement. L'excédent net AONT est assimilable à des emprunts.

Les recettes dons sont des financements extérieurs au titre des aides non remboursables et dont l'équivalent en Fmg est reversé dans les comptes de dépôts spécifiques du Trésor aux livres de la Banque Centrale. De tels comptes sont aussi connus sous le nom de Fonds de Contre-Valeur (FCV).

Les contributions extérieures sont les ressources extérieures non remboursables affectées au financement du PIP. A la différence des dons, les contributions ne donnent pas lieu à un reversement dans les FCV.

1.2.2 Les dépenses publiques²⁸

Les dépenses publiques sont gérées par le Ministère des Finances et du Budget. Les dépenses des ministères et des institutions sont de deux ordres: Les dépenses courantes; Les dépenses en capital. Les dépenses courantes sont relatives au BF et les dépenses en capital concernent le PIP.

²⁸ José RAMAROHETRA, projet MADIO ; Etat Des Statistiques Budgétaires A Madagascar : diagnostic ; décembre 1994.

Les dépenses budgétaires sont d'une part les dépenses pour l'achat des fournitures nécessaires à la bonne marche de l'appareil administratif pour remplir sa mission et d'autre part les dépenses relatives aux transferts de revenus aux bénéficiaires des collectivités décentralisées, organismes ou particuliers. Ces dépenses concernent: les traitements et salaires; les biens et services; les transferts et subventions; les intérêts de la dette intérieure; les intérêts de la dette intérieure; les dépenses FNUP; et les dépenses sur FCV.

Tableau 3 : Classification fonctionnelle des dépenses budgétaires courantes 1984-1992 (En milliards de FMG)

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Classification fonctionnelle									
Dépenses budgétaires totales	172.7	172.7	215.9	281.3	325.5	410.2	404.8	473.2	574.0
Services publics généraux	64.3	64.3	76.4	87.8	112.1	129.4			
Education	45.3	45.3	56.6	67.3	75.9	88.8			
Santé	11.8	11.8	16.6	22.7	21.8	23.7			
Services sociaux	1.9	1.9	2.5	3.0	3.2	4.1			
services économiques	11.5	11.5	14.3	18.5	20.0	24.3			
Dépenses non ventilables	37.9	37.9	49.5	82.0	92.5	99.2			
Intérêt de la dette	25.4	25.4	34.5	56.5	71.9	105.7	63.1		

Source: MPFE (sur la base des ordonnancements)

Les dépenses FNUP sont de deux ordres: les indemnités de stockage des produits à caisse et les financements des voies de dessertes.

Les dépenses sur FCV représentent les aides remboursables, qui sont également appelées "aides financières".

Les dépenses en capital sont déboursées pour financer les projets de développement sectoriel du pays à partir des ressources financières intérieures et extérieures. Elles sont destinées aux infrastructures et font référence au PIP. Ces dépenses sont les suivantes: FNDE (Fonds National de Développement et d'Équipement) local et extérieur, Reprêts, FCV, FNUP, Contributions extérieures et Autofinancement des entreprises publiques.

Les reprêts sont les prêts contractés par le MFB auprès des organismes de financement extérieur et rétrocédés aux autres institutions ou ministères. En effet, seul le MFB est habilité à contracter des dettes auprès de ces organismes internationaux en vertu de la loi 63015 du 20/07/63.

Parmi les dépenses publiques figurent également les accumulations d'arriérés et les apurements d'arriérés intérieurs. Les accumulations d'arriérés constituent des dépenses engagées au cours de l'exercice fiscal mais dont le règlement interviendra à une date postérieure. Les apurements d'arriérés intérieurs sont les paiements cash consécutifs aux prestations des fournitures livrés suite à des dépenses engagées sur crédit de l'année antérieure.

1.2.3 Le programme d'investissement public (PIP)²⁹

Le PIP constitue une dépense publique mais présente quelques caractéristiques dans la mesure où il est préparé pour les trois années à venir et financé par les ressources extérieures. Le PIP comprend:

- les dépenses d'investissement, les dépenses d'entretien routier et les dépenses courantes sur financements extérieurs affectées à des projets;
- les dépenses sur financements intérieurs de l'Etat correspondantes à des contreparties locales; les dépenses sur autofinancement des budgets annexes;
- les dépenses sur autofinancement des entreprises publiques et assimilés;
- les dépenses sur ressources propres des collectivités décentralisées; et
- les autres financements internes sont constitués généralement par une contribution des populations.

Les projets inscrits au PIP doivent répondre aux critères suivants :

- être cohérent avec les politiques macroéconomique, sectorielle et régionale;
- avoir des effets positifs sur les finances publiques;
- de coûts récurrents;
- créateur d'emplois;
- taux de rentabilité économique supérieur à 10%;
- se soucier de l'équilibre régional;
- avoir des effets positifs sur la balance des paiements.

Les projets à inscrire au PIP ne pourront en aucun cas intégrer les activités de nature productive, ces dernières étant laissées à l'initiative des opérateurs du secteur privé depuis la libéralisation de l'économie. Aucun projet d'investissement ne pourra être exécuté s'il n'est pas

²⁹ José RAMAROHETRA, projet MADIO ; Etat Des Statistiques Budgétaires A Madagascar : diagnostic ; décembre 1994.

retenu pour inscription au PIP, dont le contenu, annexé au projet de Loi de Finances, est approuvé annuellement par l'Assemblée Nationale.

1.2.4 Les sources de financement du déficit budgétaire³⁰

L'épargne brute des administrations n'a jamais permis de financer les investissements si bien que le recours au financement aussi bien intérieur qu'extérieur s'est avéré une nécessité.

1.2.4.1. Le financement intérieur

Le financement intérieur provient des systèmes bancaires et non bancaires :

➤ Les financements bancaires nets sont les variations d'avances nettes de dépôts par rapport à la situation comptable de la période précédente du système bancaire (Banque centrale ou banques primaires). Positive, cette variation nette d'avances s'interprète comme une création monétaire pour financer le Trésor.

➤ Les financements non bancaires nets résultent des ressources d'emprunts contractées par l'État auprès des agents économiques intérieurs autres que le secteur bancaire. Les souscriptions nettes des remboursements du public en Bons de Trésor financent le déficit global du Trésor.

1.2.4.2. Le financement extérieur

Le financement extérieur découle des tirages auprès des bailleurs de fonds. Les amortissements extérieurs sont les remboursements en capital de la dette publique extérieure se rapportant aux échéances dues qu'elles soient réaménageables ou effectivement réaménagées.

1.2.5 Les statistiques des finances publiques

A la fin de l'année budgétaire, les recettes et dépenses du budget général sont consolidées dans le tableau des Opérations Globales du Trésor (OGT). Le déficit budgétaire ainsi que les sources de financement de ce déficit y figurent également. L'OGT retrace donc la situation de la trésorerie de l'État. Les données présentées permettent d'analyser l'évolution de la situation économique et d'élaborer les projections macro-économiques. L'OGT est présentée sous deux formes:

³⁰ José RAMAROHETRA, projet MADIO ; Etat Des Statistiques Budgétaires A Madagascar : diagnostic ; décembre 1994.

- OGT base cash: les recettes sont celles qui ont été effectivement encaissées et les dépenses celles qui ont été effectivement payées par l'État;

- OGT base engagement: les recettes sont celles de la base cash et les dépenses sont basées sur les dépenses engagées. Les accumulations des arriérés de paiement de l'État y sont également incluses.

Les statistiques pour confectionner l'OGT proviennent principalement des Trésors régionaux, de la Direction du Budget, de la Direction du Plan, de la Banque Centrale et de la Direction Générale des Ressources Fiscales.

Section II. La politique monétaire dans l'économie de Madagascar

Un système économique favorable à l'investissement privé est plus que vital pour une économie. L'inflation ou la désinflation, la dépréciation ou l'appréciation de la monnaie nationale ont des répercussions directes sur les décisions économiques des ménages et des entreprises et donc sur l'économie réelle.

Par rapport aux objectifs de stabilité interne et externe, l'Etat malgache a aussi mis en œuvre sa politique. Dans cette section, nous allons en premier lieu porter une analyse concernant les essentiels à retenir sur l'autorité monétaire malgache. Puis, nous entamerons une partie historique.

2.1 Le système bancaire et la Banque Centrale de Madagascar

La Banque Centrale est l'autorité monétaire sur laquelle repose les décisions en matière de monnaie. Les règles qu'elle choisisse sont mises en œuvre grâce au système bancaire et financière entretenu par les droits bancaires.

2.1.1 Le système bancaire malgache

Les années 90 sont marquées par une grande restructuration presque dans tous les domaines économiques à Madagascar après qu'il a rejoint les pays les plus pauvres dans le monde. Avec l'aide de la France, des résultats substantiels ont été atteints dans ce domaine prioritaire pour l'économie malgache. Malgré les événements, les résultats de l'année 1991 était plutôt satisfaisants et même bons, notamment pour la BNI-Crédit Lyonnais et la BMOI

(Banque Malgache de l'Océan Indien), les conséquences de la crise ne devant faire sentir leur plein effet qu'en 1992.³¹

Après l'adoption d'une législation à caractère libérale, la concurrence a été encouragée. Alors que la BTM voit sa vocation redéfinie, dans le sens d'une banque de développement, au profit du secteur rural, la BFV s'ouvre à des capitaux privés (22% à la banque italienne SAN PAOLO) et une quatrième banque est créée, la BMOI, dont la BNIP est le principal actionnaire. La BNI vient en outre d'être privatisée avec une prise de participation majoritaire du Crédit Lyonnais.

La BTM, dernière banque publique et unique banque de développement rural, connaît à l'époque de graves problèmes de trésorerie ; sa privatisation était prévue pour l'année 1992.

Les conditions du contrôle des banques ainsi que celle de la politique monétaire et du crédit ont de plus en plus été aménagées dans le sens d'une plus grande souplesse avec l'instauration d'instrument de contrôle et d'intervention indirects.

Depuis 1995, le « paysage bancaire »³² est composé de cinq principales banques : BFV, BMOI, BTM, BNI et UCB. L'importance de chacune sur le marché est illustrée par le tableau suivant :

Tableau 13 : Part de marché des différentes banques

	Ressources	Emplois	Nb d'employé	Nb d'agence
BFV	24%	26%		27
BMOI	18%	16%	238	8
BNI	24%	27%	1140(1993)	22
BTM	32%	30%	1800	72
UCB	2%	1%		

Source : nos propres calculs à partir des rapports d'activité 1993

La banque BNI-Crédit Lyonnais résulte de la privatisation de la « Bankin'ny indostria ». Cette banque avait été nationalisée avec la BFV et la BTM en 1975 et elle était

³¹ « Madagascar : économie et marché » page 27-29, par La Poste d'Expansion Economique à Antananarivo, dirigé par le CFCE, mai 1992, Paris.

³² JOSEPH Anne ; la restructuration du système bancaire à Madagascar ; projet MADIO ; septembre 1995.

destinée au financement de l'industrie. Depuis le janvier 1991, le Crédit Lyonnais détient la majorité du capital de la BNI.

Quant à la BMOI, elle a ouvert ses guichets le 21 août 1989. La répartition du capital de la BMOI est la suivante :

- Banque nationale de Paris intercontinentale : 37.5%
- Société financière d'outre mer (regroupement de 3 banques dont la BNP) : 37.5%
- Financière d'Investissement Aro (FIARO) : 7.5%
- Groupe Charles Andriantsitohaina : 7.5%
- Actionnaires privés : 10%

En ce qui concerne le BFV (Banky Fampanandrosoana ny Varotra), elle était spécialisée dans le financement du commerce. En 1995, ses participations dans le secteur industriel sont plus importantes que celles dans les échanges. Le capital de la BFV est détenu à 73% par l'Etat à 22% par le groupe italien San Paolo et à 5% par le personnel. Le portefeuille de la BFV est assez morcelé ; de plus, il semblerait qu'il y ait quelques problèmes de cohérence de gestion au sein des différents départements de cette banque. Celle-ci a fait de grands efforts de recouvrement des créances dans le passé : 25 milliards de FMG ont été récupérés en 1994 et 12 milliards sur les 4 premiers mois de 1995. La BFV et la BTM sont chargées de récupérer le plus possible de créances comme cela a été le cas dans certains pays de la zone franc.³³

A partir de 1977, date de nationalisation de la Bankin'ny Tantsaha Mpamokatra s'est consacrée au financement du secteur agricole, mais, elle est aussi très sollicitée pour le financement des importations de produits de premier nécessité. Et à cause de l'affaire FLAMCO³⁴ en 1995, la banque se trouvait dans une situation critique. Ce qui pourrait être la première raison de la privatisation de cette banque, ainsi que de la BFV retenue en juin 1996. Mais, il faut noter aussi que la privatisation de ces deux banques importantes de l'économie était une des conditionnalités de l'octroi des fonds de la Banque Mondiale et du FMI.

Quant à l'UCB, c'est une banque mauricienne qui a ouvert ses portes le 30 décembre 1992. La majorité des actions est détenue par la Mauritius Commercial Bank (80%), la Standard Bank of South Africa (10%) et des privés locaux dont le groupe FIARO et le groupe

³³ JOSEPH Anne ; la restructuration du système bancaire à Madagascar ; projet MADIO ; septembre 1995.

³⁴ La BTM a versé une somme qu'elle ne pouvait plus récupérer à la société importateur de riz.

Ramanandraibe (10%). L'UCB est une petite banque : 2% du marché en termes de ressources et de 1% en termes d'emplois. Elle travaille surtout avec des entreprises de la zone franche.

A partir des années 90, surtout depuis 1998, l'Etat ne détient plus d'action majoritaire dans les banques. Ce fut officiellement l'année d'achèvement de la privatisation du secteur bancaire à Madagascar. Actuellement, on compte 11 banques dans ce système, dont 4 sont des banques de dépôt, 5 banques d'affaire et 2 banques spécialisées en microfinance.

Tableau 14 : Le système bancaire malgache 2011

Banques de dépôt	Banque spécialisé en microfinance	Banques d'affaire
<ul style="list-style-type: none"> ➤ BNI de Madagascar ➤ Bank Of Africa Madagascar ➤ BFV-société générale ➤ Banque Malgache de l'océan Indien 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Accès Banque Madagascar ➤ Microcred Banque Madagascar 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La Banque industrielle et commerciale de Madagascar ➤ The Mauritius Commercial Bank (Madagascar) SA ➤ SBM Madagascar ➤ BGFIBank Madagascar ➤ Banque des Mascareignes Madagascar

C'est par l'intermédiaire de ces banques primaires que repose la réalisation des initiatives politiques retenues par la Banque Centrale pour assurer le bon fonctionnement de l'économie. Afin que cela se réalise, la BCM a une compétence particulière.

2.1.2 Le rôle de la Banque Centrale Malgache (BCM)

La BCM, est l'autorité monétaire étroitement liée et contrôlée par l'Etat, tous les initiatives en matière de monnaie relèvent de sa compétence.

- Elle a le monopole d'émission de billets de banques ;
- joue le rôle de banque des banques ;
- contrôle la distribution des crédits, les mouvements de capitaux et le règlement des changes;
- elle est aussi la banque du trésor public ;
- accorde des avances à l'Etat pour financer le besoin des trésoriers.

➤ Administre et gère le financement des autres institutions étrangères

La Banque Centrale régule la liquidité intérieure dans le but de supprimer les excédents ou de compenser l'insuffisance monétaire qui empêche l'économie de bien fonctionner. Elle assure aussi la gestion des comptes du trésor public et participe activement aux travaux relatifs au cadrage macroéconomique afin d'assurer la coordination et la cohérence de la politique monétaire avec les objectifs économiques du Gouvernement afin d'éviter les éventuels dérapages pouvant nuire la stabilité monétaire.

2.2 La politique monétaire dans l'économie malgache : une politique monétaire prudente³⁵

En matière financière et monétaire, l'évolution de l'encours de crédit, qui était restée dans de limites raisonnables en 1988 et 1989, marque un dérapage important en 1990 avec une croissance de 22%, supérieur à celle du PIB en valeur (+15,9%), principalement due à une augmentation des crédits de court terme à l'importation.

La masse monétaire est quant à elle en croissance modérée (+10,5%) en 1990, la croissance des crédits à l'économie étant compensée par la chute des réserves de change (-55%) et par la continuation du désendettement de l'Etat vis-à-vis du système bancaire (-21%).

En 1991, la masse monétaire n'a pas connu de croissance explosive, mais les créances sur l'Etat ont fait un bord de 37%, tandis que les crédits à l'économie ont stagné et que les réserves extérieures ont déchu sensiblement.

Tableau 15 évolution de la masse monétaire³⁶

	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Monnaie et crédits (Mds FMG)						
Réserves extérieures	137,6	297,2	381,9	178,5	158,9	256,0
Crédit à l'Etat (net)	365,0	342,7	312,5	240,8	330,6	296,4
Crédit à l'économie	526,2	545,2	607,3	789,1	804,4	936,2
Monnaie et quasi-monnaie	487,2	575,4	746,9	825,3	993,9	1100,0
Variation annuelle (en %)	17,60	20,20	29,80	10,50	20,40	10,70

³⁵ « Madagascar : économie et marché », par La Poste d'Expansion Economique à Antananarivo, dirigé par le CFCE, mais 1992, Paris.

³⁶ « Madagascar : économie et marché », par La Poste d'Expansion Economique à Antananarivo, dirigé par le CFCE, mais 1992, Paris.

Les résultats sur la maîtrise de l'inflation et le pouvoir d'achat acquis de ces initiatives politiques en matière de monnaie sont illustrés par le tableau suivant :

Tableau 16 taux d'inflation

Année	Milieu traditionnel (en %)	Milieu moderne (en %)	Indice général (1) (en %)
1981	27,00	23,10	26,03
1982	31,90	36,50	33,05
1983	13,60	11,40	13,05
1984	9,10	11,90	9,80
1985	10,57	7,77	9,87
1986	14,49	10,44	13,48
1987	15,46	25,33	17,93
1988	26,34	27,54	26,64
1989	9,00	10,30	9,33
1990	12,00	12,70	12,18
1991	8,53	10,07	8,91

(1) Pondération : milieu traditionnel : 0,75

Milieu moderne : 0,25

Source : DBE

La politique de stabilisation menée depuis quelques années a incontestablement réussi à réduire l'inflation à Madagascar : 26,3% en 1988, 9% en 1989, 12% en 1990. Mais, des progrès restent à faire dans ce domaine pour stabiliser le taux de change réel et améliorer la compétitivité des activités tournées vers l'extérieur.

Pour 1991, le taux d'inflation des prix à la consommation calculé avec le « vieux panier de la ménagère » n'a été que de 8,9% alors que le taux global d'inflation du PIB a atteint 10%.

L'objectif à moyen terme est de ramener le taux moyen d'inflation en-dessous de 7% annuels, ce qui n'est possible qu'au prix d'une continuation d'une politique de stabilisation et de compression de la demande intérieure.

Par ailleurs, il est à noter que l'érosion des revenus a induit une modification profonde de la structure des budgets familiaux ; la part des dépenses alimentaires est désormais prépondérante dans les budgets des ménages urbains : elle peut dépasser 80% pour les ménages les plus démunis. On estime en outre que 35% des habitants de Tananarive et près de la moitié de la population nationale se trouvent en-dessous du « seuil de pauvreté absolue ». Le pouvoir d'achat de la population a en effet fortement régressé (-44% depuis 1984). Si en 1970 le salaire journalier minimum permettait d'acheter 8,5kg de riz,

actuellement ce salaire ne correspond plus qu'à 1,5kg de riz, base alimentaire malgache. Autrement dit, le salaire réel s'est fortement dégradé depuis 1970.

Dans les années 2000, afin de maîtriser la croissance de la masse monétaire, la BCM définit un objectif intermédiaire qui est l'ensemble de ses avoirs extérieurs et de ses crédits intérieurs appelé base monétaire. La réalisation de cet objectif permet de limiter la création monétaire de la BCM et la liquidité bancaire. Le contrôle de l'expansion de la liquidité bancaire (Encaisses des banques et dépôts des banques auprès de la BCM), considéré comme la source d'expansion des crédits intérieurs des banques primaires, joue un rôle important dans la limitation de leur capacité de création monétaire (Monnaie scripturale).

Dans la mise en œuvre de sa politique, la BCM dispose d'instruments d'intervention qui ont évolué en fonction des différentes étapes réalisées en matière de libéralisation de l'économie. Ainsi, l'année 1994 a été une année charnière pour la BCM, car elle marque le début de l'abandon des instruments d'intervention directe et l'usage accru des instruments d'intervention indirecte de politique monétaire. Cette année a été marquée également par la mise en place du flottement du Franc malgache.

L'encadrement du crédit qui consiste à plafonner certaines catégories de crédits et le plafond global de crédits ont été suspendus respectivement en 1994 et 1995. Depuis 1996, la BCM a axé ses mesures sur des interventions indirectes, à savoir le système des réserves obligatoires et le maniement du taux directeur.

Le système des réserves obligatoires oblige les banques à constituer un montant minimum de réserves sous forme de dépôts non rémunérés auprès de la BCM. De ce fait, le système a pour effet de geler une quantité déterminée de liquidité bancaire qui, autrement, pourrait occasionner une création excessive de monnaie.

Le taux directeur de la BCM est un taux de référence pour la formation du taux de base des banques. Sa modification constitue un signal de resserrement ou d'assouplissement dans la conduite de la politique monétaire.

De 1999 à juin 2006, le refinancement des banques auprès de la BCM et les ponctions de liquidités se faisaient exclusivement par l' « open market » où la BCM a procédé à des achats et des ventes de bons du Trésor de maturité inférieure ou égale à un an.

Les achats de bons du Trésor des banques primaires par la BCM sur le marché secondaire ont pour effet d'injecter de la liquidité, tandis que ses ventes se traduisent par la réduction de cette liquidité. Il convient de souligner que la BCM acquiert les bons du Trésor seulement sur le marché secondaire, étant donné que l'Etat s'endette directement auprès de la BCM uniquement par des avances de trésorerie. Le fonctionnement des marchés de bons du Trésor est consigné dans un manuel de procédures des bons du Trésor par adjudication. Ces marchés, marché primaire uniquement depuis Mai 1997 et, marchés primaire et secondaire depuis Novembre 1997, contribuent également à une meilleure maîtrise de la liquidité des banques et, en conséquence, de la masse monétaire. En effet, étant donné que la centralisation des opérations sur bons du Trésor est assurée par la BCM, les souscriptions par les banques et les achats des opérateurs économiques sur le marché primaire se traduisent par une diminution de la liquidité bancaire.

En juin 2005, la Banque Centrale a reconsidéré ses interventions sur le marché monétaire, en vue d'une meilleure régularisation de la monnaie centrale. Les actions de la Banque Centrale sur ce marché comprennent essentiellement les opérations de refinancement et les reprises de liquidités. Deux catégories d'opérations de refinancement sont prévues :

- Les opérations de refinancement à l'initiative de la Banque Centrale :
 - prises en pension de Bons du Trésor ou d'autres titres de créances négociables par voie d'appel d'offres positif ;
 - achats fermes de ces titres.

- Les opérations de refinancement à la demande des banques :
 - prises en pension de titres pour une durée de 2 à 10 jours;
 - prises en pension spéciale de titres (24 heures).

Les actions de la Banque Centrale destinées à ponctionner des liquidités se font soit sous forme d'appel d'offres négatif, soit sous forme de ventes fermes de Bons du Trésor ou d'autres titres de créances négociables. Ainsi, des tentatives sont observées dans la vie économique de Madagascar pour redresser son économie qui a beaucoup connu de problème surtout depuis son fort endettement dans les années 70. Mais, il nous est nécessaire de faire une analyse pour déterminer leurs efficacités par rapport au résultat de réalisation du PIB.

Chapitre II. Analyse économétrique de l'efficacité de la politique budgétaire et de la politique monétaire de l'Etat malgache

Dans le cadre de cette analyse, nous essayerons de mettre en évidence un modèle qui va nous donner une appréciation des effets de la politique budgétaire et politique monétaire observée entre 1984 à Madagascar. Nous pouvons prendre comme référence cette année à partir de laquelle des reformes presque dans tous les domaines ont été entreprises.

Section I. Analyse descriptive

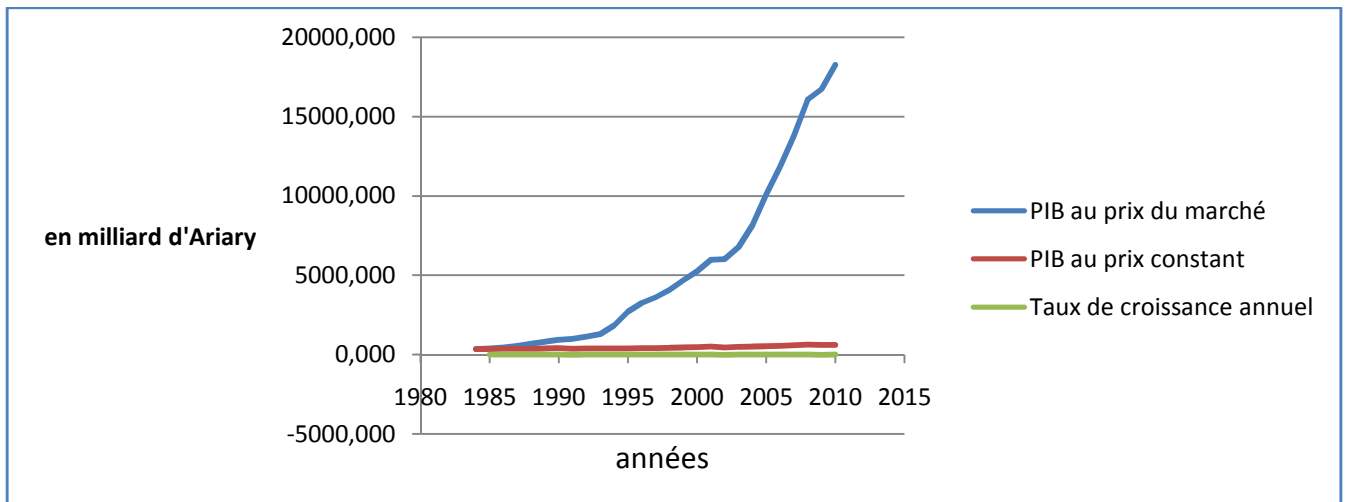
Dans cette première section de l'analyse, notre objectif est de décrire l'évolution dans le temps des variables qui nous intéressent. Cela nous permettra en effet, de déterminer s'il y a une certaine relation entre la variable à expliquer (le PIB) et les variables à expliquer (dépenses publiques et la quantité de monnaie en circulation), mais aussi, d'apprécier un préliminaire sur l'étude de stationnarité de ces variables.

1.1 Analyse graphique des variables

1.1.1 La production intérieure brute

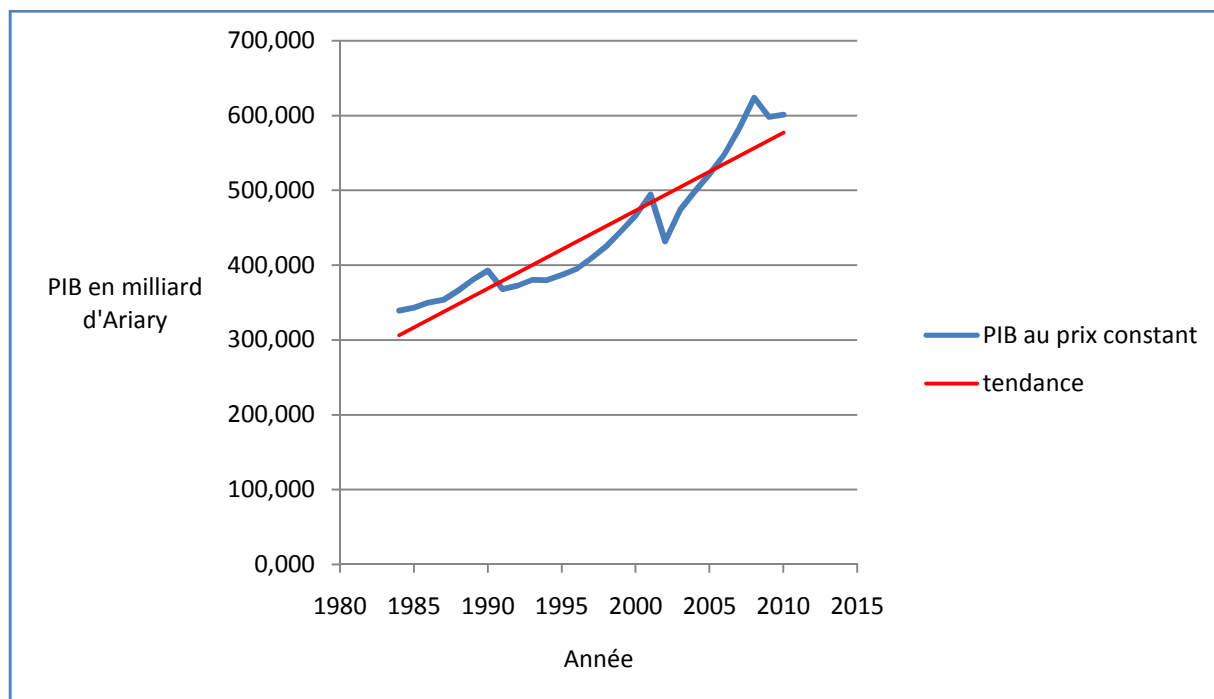
Les observations depuis 1984 ont fourni des données assez importantes pour effectuer notre étude.

Figure 8 : Evolution et croissance du PIB 1984 à 2010



Interprétation : D'après cette figure, le PIB a augmenté beaucoup grâce à la hausse du niveau général des prix pendant les années d'observation. Mais, cette augmentation n'est pas très considérable si l'on se réfère à son évolution au prix de 1984. Dans ce cas, on obtient plus clairement la figure ci-dessous.

Figure 9 : Evolution du PIB au prix constant (base 100 l'année 1984)

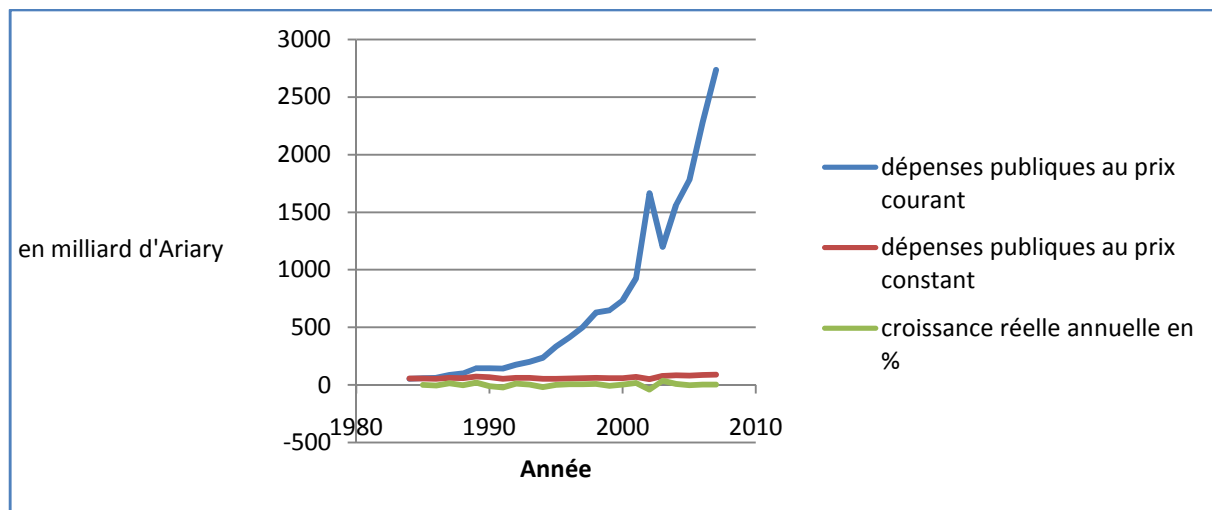


Ici, une première remarque est qu'en termes de volume, la production intérieure a une tendance vers la hausse (cela est montré par la droite « tendance » dans la figure). Les valeurs prises par cette variable ne tournent pas autour d'une valeur fixe. Ce qui veut dire aussi, et entant que second remarque, que le PIB n'est pas une variable stationnaire. Mais avant de vérifier cela, on va passer à la présentation graphique des autres variables.

1.1.2 Les dépenses publiques

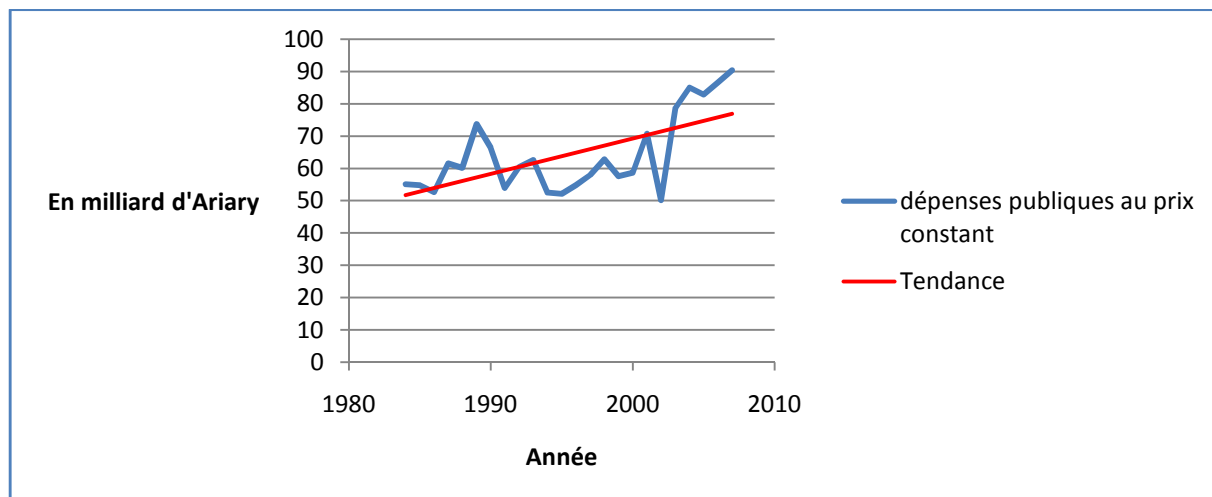
Quant aux dépenses publiques, les données montrent bien l'évolution de celles-ci dans le temps.

Figure 10 : évolution et croissance des dépenses publiques 1984 à 2007



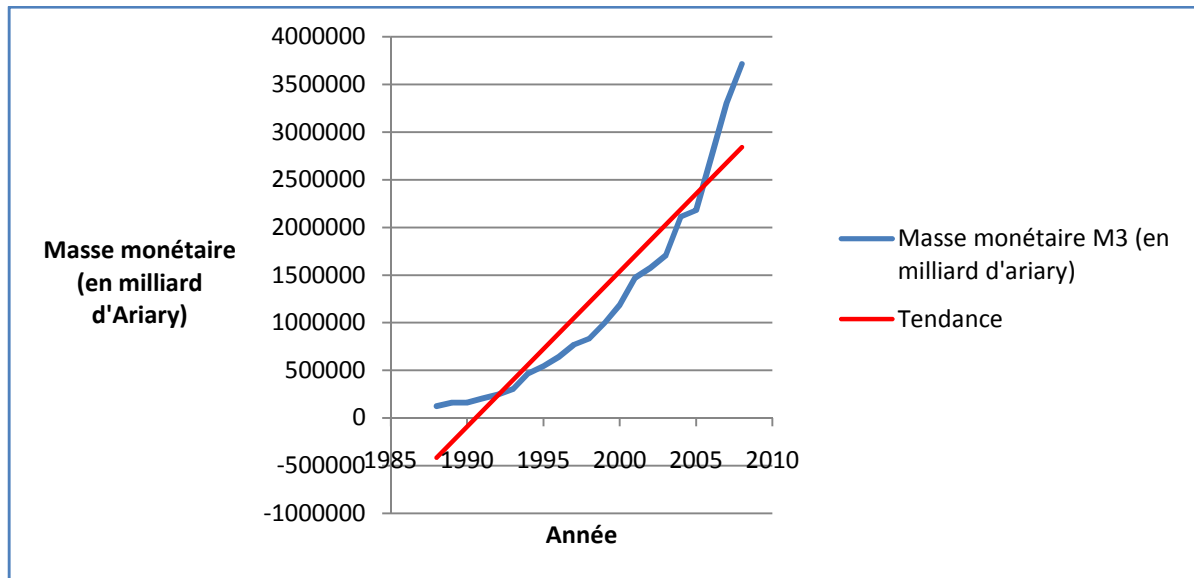
Les dépenses de l'Etat que nous avons pu observer sont influencées par une politique limitant le déficit du budget. Mais, cela ne conduit pas à ce qu'elle se trouve à un niveau stable, autrement dit, elle a tendance à augmenter. Selon le tableau, ces dépenses sont passées de 51,14 milliard d'Ariary en 1984 à 2734,225018 en 2007, soit 90,37144101 milliard d'Ariary au prix de 1984. D'ailleurs, c'est une conséquence logique de l'évolution actuelle de la société et en particulier, de l'économie. Cela est plus éclairci en observant la figure suivante :

Figure 11 : Dépenses publiques au prix constant (base 100 l'année 1984)



Ainsi, nous pouvons déjà déduire que la variable « dépenses publiques » n'est pas stationnaire puisqu'elle ne prend pas ses valeurs autour d'un certain niveau. Si telle est les remarques pour ce qui concerne les dépenses publiques, qu'en est-il de la masse monétaire qui pourrait nous donner une appréciation de la politique monétaire à Madagascar ?

Figure 12 : Masse monétaire M3

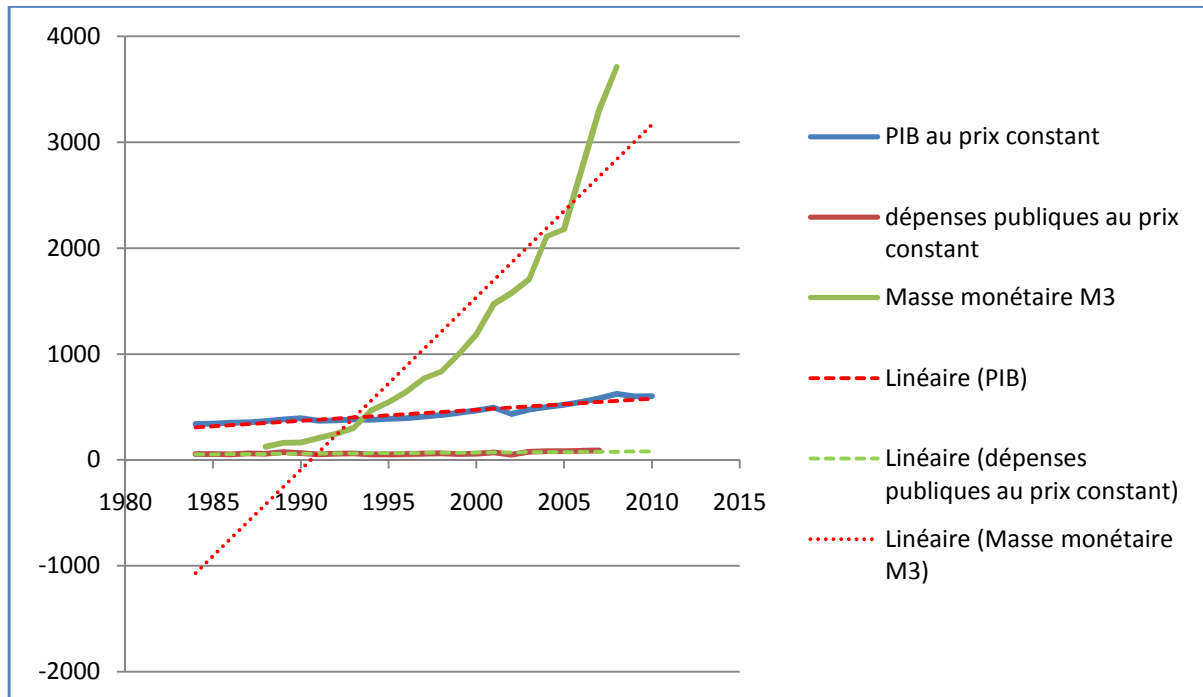


Ainsi, nous remarquons une tendance vers la hausse de la masse monétaire. Cette hausse est sûrement expliquer par le fait que la quantité de monnaie en circulation devrait répondre le niveau de la masse de transaction sur l'économie malgache. Cela nous permet aussi de déduire la non stationnarité de cette série chronologique.

1.2 Impact des dépenses budgétaires et de la masse monétaire sur le PIB

Dans cette section, nous essayerons de mettre en évidence graphiquement qu'il existe une certaine relation entre le PIB et les variables « dépenses budgétaires » et « masse monétaire ». Ce sera d'ailleurs une autre façon pour expliquer notre choix sur ces deux variables. A partir des tableaux 7 ,8 et 9, nous pouvons construire le tableau 10 ci-dessous :

Figure 13 : Analyse graphique de corrélation



D'après ce graphique, chacune des variables tendent vers la hausse. Cela est surtout plus clair en observant les droites de tendance. La différence entre les pentes de ces droites de tendances est plutôt dû au fait que les politiques économiques ont un effet multiplicateur.

On peut observer que lorsque les dépenses publiques augmentent, le PIB connaît une évolution plus importante. Et lorsqu'elles diminuent, la production connaît aussi une chute plus importante. Il en est de même en ce qui concerne la relation entre la masse monétaire et le PIB. Ainsi, nous pouvons conclure qu'il existe une certaine liaison entre le PIB et les variables « dépenses publiques » et « masse monétaire ».

Section II. Présentation du modèle

Dans cette étude, nous voudrions analyser l'efficacité de la politique économique de l'Etat malgache. Cela consiste donc à étudier les relations qui existent entre le PIB et les deux politiques qui nous intéressent dans le cadre de cette analyse (la politique monétaire et la politique budgétaire) parce que, en principe, un des principaux objectifs de ces deux instruments politique du pouvoir public est l'augmentation de la production intérieure. Ainsi, si on note par Y le PIB, par G, la dépense publique (que l'on peut considérer comme le reflet de la politique budgétaire) et par M la quantité de masse monétaire en circulation dans l'économie malgache, on peut alors écrire les modèles classiques³⁷ suivants :

$$\Delta\text{Log}(Y) = A_1 \Delta\text{Log}(G) + B_1 + \omega_1 \quad (1)$$

$$\Delta\text{Log}(Y) = A_2 \Delta\text{Log}(M) + B_2 + \omega_2 \quad (2)$$

Y : est la variable endogène ; G et M sont les variables exogènes ;

Avec, A_i , B_i , C_i (quelque soit $i = 1 ; 2$) sont les paramètres à estimer; tandis que ω_1 et ω_2 représentent les parties stochastiques qui ne sont pas expliquées par les modèles. On a dû utiliser le logarithme népérien pour lever les doutes sur la relation linéaire des variables étudiées. Nous avons recouru à cette fonction puisqu' on n'est pas sûr que la relation entre ces variables soient linéaires ou non. Dans les paragraphes ci-dessous, on a déjà vu que les variables étudiées ne sont pas stationnaire. Donc, le modèle final devrait être constitué par des séries stationnaires.³⁸

2.1 Les modèles finales

Nous avons pu donc voir dans les paragraphes précédents que les variables ne sont pas stationnaires. De ce fait on doit passer à la différence première de ces variables en logarithme népérien puisque nous pouvons vérifier la stationnarité de ces dernières. Ainsi, nous obtenons les relations suivantes :

$$\Delta\text{Log}(Y) = A_1 \Delta\text{Log}(G) + B_1 + \omega_1 \quad (1)$$

$$\Delta\text{Log}(Y) = A_2 \Delta\text{Log}(M) + B_2 + \omega_2 \quad (2)$$

³⁷ Bernard Courtrot et Jean-Jacques Droesbeke ; Les méthodes de prévision ; 2^{ème} édition, 1990.

³⁸ Bernard Courtrot et Jean-Jacques Droesbeke ; Les méthodes de prévision ; 2^{ème} édition, 1990.

2.2 Test de stationnarité des différences premières

Comparons les figures obtenues à partir des données sur les variables considérées entre 1989 et 2007 :

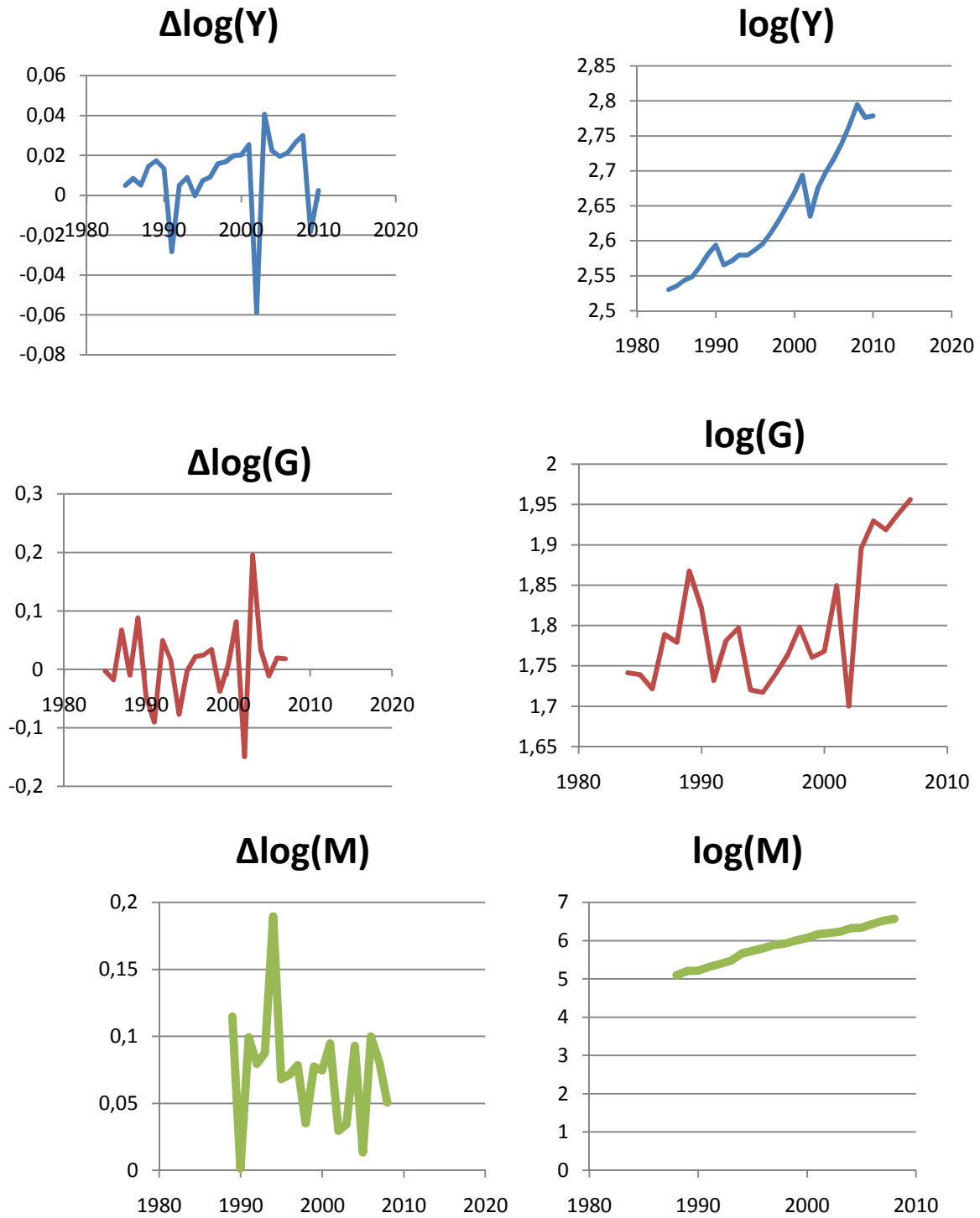


Figure 14 : Analyse graphique de la stationnarité des variables

Graphiquement, on remarque que les variables en logarithme ne sont pas stationnaires. Ce qui signifie que nous ne pouvons pas faire notre analyse économétrique avec ces variables.

Mais, on obtient déjà une première appréciation de la stationnarité des variables en différence première. En effet, leurs courbes ne tendent pas vers une hausse ni une baisse, mais, elles tournent autour d'un niveau moyen : 0,009567193 pour $\Delta\log(Y)$, 0,009328889 pour $\Delta\log(G)$ et 0,0736573 pour $\Delta\log(M)$. Mais, pour une analyse plus méthodique, on va passer à un test de stationnarité des variables à l'aide du test de Dickey Fuller. Ce test se déroule en étapes :

➤Hypothèse : H_0 = supposant la non stationnarité ou la présence d'une racine unitaire contre l'hypothèse H_1 = stipulant la stationnarité

➤La règle de décision : dans les calculs ci-après, nous obtiendrons la statistique de test et le « Critical value » associé à cette statistique. Nous pouvons comparer la statistique de test aux valeurs critiques de la loi correspondante. Si la statistique du test est inférieure au niveau de confiance que nous avons fixé qui est de 10%, nous rejetons l'hypothèse H_0 .

2.2.1 Test de stationnarité de $\Delta\log(Y)$

Dickey-Fuller test for unit root Number of obs = 25

Interpolated Dickey-Fuller			
Test Statistic	1% Critical Value	5% Critical Value	10% Critical Value
-5.830	-3.750	-3.000	-2.630

MacKinnon approximate p-value for $Z(t) = 0.0000$

Ainsi, la statistique de test est inférieure au Critical value. Donc selon la règle de décision, la variable $\Delta\log(Y)$ est stationnaire.

2.2.2 Test de stationnarité de $\Delta\log(G)$

Dickey-Fuller test for unit root Number of obs = 22

Interpolated Dickey-Fuller			
Test Statistic	1% Critical Value	5% Critical Value	10% Critical Value
-7.069	-3.750	-3.000	-2.630

MacKinnon approximate p-value for $Z(t) = 0.0000$

Ainsi, la statistique de test est inférieure au Critical value. Donc selon la règle de décision, la variable $\Delta\log(G)$ est stationnaire.

2.2.3 Test de stationnarité de $\Delta\log(M)$

Dickey-Fuller test for unit root Number of obs = 19

Interpolated Dickey-Fuller			
Test Statistic	1% Critical Value	5% Critical Value	10% Critical Value
-5.205	-3.750	-3.000	-2.630

MacKinnon approximate p-value for $Z(t) = 0.0000$

Ainsi, la statistique de test est inférieure au Critical value. Donc selon la règle de décision, la variable $\Delta\log(X)$ est stationnaire.

2.3 Les modèles de régression des différences premières

Ainsi, puisque les différences premières sont stationnaires, on peut retenir les modèles classiques³⁹ suivants :

$$\Delta\log(Y) = A_1 \Delta\log(G) + B_1 + \omega_1 \quad (1)$$

$$\Delta\log(Y) = A_2 \Delta\log(M) + B_2 + \omega_2 \quad (2)$$

³⁹ Bernard Courtrot et Jean-Jacques Droesbeke ; Les méthodes de prévision ; 2^{ème} édition, 1990.

Pourtant, il serait plus logique de considérer les contextes de crise pour mener à bien notre analyse. De ce fait, nous avons recours à l'utilisation d'une variable indicatrice $\mathbb{1}(x)$ parce que les crises ont des impacts considérables sur la valeur des variables. D'où, le modèle finale que l'on va retenir sera :

$$\Delta\text{Log}(Y) = A_1 \Delta\text{Log}(G) + B_1 + C_1 \mathbb{1}(x) + \omega_1 \quad (1)$$

$$\Delta\text{Log}(Y) = A_2 \Delta\text{Log}(M) + B_2 + C_2 \mathbb{1}(x) + \omega_2 \quad (2)$$

$$\text{Avec } \mathbb{1}(x) = \begin{cases} 1 & \text{s'il y a eu une crise} \\ 0 & \text{s'il n'en a pas eu} \end{cases}$$

A_i , B_i , et C_i sont les paramètres et ω_i (quelque soit $i = 1, 2$) est le résidu.

Section III. Estimation des paramètres et le modèle estimé

3.1 Règle de l'estimation

Pour effectuer cette estimation, nous sommes contraints de minimiser l'erreur ω_t^i quelque soit $i = 1, 2$ et t désigne la période. Autrement dit, on a à minimiser $(\omega_t^i)^2$:

$$\min \sum (\omega_t^i)^2 = \min \sum \{ \Delta\text{Log}(Y) - [\alpha \Delta\text{Log}(X) + \delta + \gamma \mathbb{1}(x)] \}^2$$

Ainsi, les modèles estimés seront de la forme :

$$\Delta\text{Log}(Y) = \alpha' \Delta\text{Log}(X) + \delta' + \gamma' \mathbb{1}(x).$$

3.2 Les modèles estimés

Les données disponibles entre 1984 et 2007 nous ont permis d'obtenir les estimations ci-après :

3.2.1 Estimation du modèle (1)

D'après la règle d'estimation que l'on a déjà mentionnée ci-haut, et les résultats des calculs à partir des colonnes (1) et (2) du tableau 11, nous avons le tableau de calcul et le modèle estimé suivant :

$$\Delta\text{Log}(Y) = A_1 \Delta\text{Log}(G) + B_1 + C_1 \mathbb{1}(x) + \omega_1 \quad (1)$$

$$\widehat{\Delta\text{Log}(Y)} = A'_1 \Delta\text{Log}(G) + B'_1 + C'_1 \mathbb{1}(x)$$

A l'aide du Stata9, nous obtenons les résultats ci-après :

Tableau 17 : Résultat calculé à partir du Stata9 pour le modèle (1)

$\Delta\text{Log}(Y)$	Coef.	Std. Err.	T	P> t	[95% Conf. Interval]	
$\Delta\text{Log}(G)$	0.1108279	0.0328411	3.37	0.003	0.0423225	0.1793333
Indic.	-0.0432601	0.0077778	-5.56	0.000	-0.0594843	-0.0270359
Cons.	0.0129365	0.0019726	6.56	0.000	0.0088217	0.0170512

Ainsi, on obtient le modèle estimé :

$$\widehat{\Delta\text{Log}(Y)} = 0.1108279 \Delta\text{Log}(G) + 0.0129365 - 0.0432601 * \mathbb{1}(x)$$

3.2.2 Estimation du modèle (2)

Dans la même mesure que les calculs du modèle précédent, nous obtenons le tableau suivant à partir du Stata9 :

Tableau 18 : Résultat calculé à partir du Stata9 pour le modèle (2)

$\Delta\text{Log}(Y)$	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]	
$\Delta\text{Log}(M)$	-0.0529194	0.0607606	-0.87	0.396	-0.1811131	0.0752742
Indic.	-0.0618438	0.0080959	-7.64	-7.64	-0.0789247	-0.0447628
Cons.	0.0216654	0.0052062	4.16	0.001	0.0106814	0.0326494

D'où : $\widehat{\Delta\text{Log}(Y)} = A_2 \Delta\text{Log}(M) + B_2 + C_2 \mathbb{1}(x)$ est l'équivalent de :

$$\widehat{\Delta\text{Log}(Y)} = -0.0529194 \Delta\text{Log}(M) + 0.0216654 - 0.0618438 * \mathbb{1}(x)$$

Section IV. Analyse des modèles, test de significativité

Dans cette partie de l'analyse, nous étudierons un à un les deux modèles estimés ci-dessus en vue de faire un teste qui va nous permettre d'apprécier la significativité globale de chaque modèle et la significativité individuelle de chaque paramètre.

Dans cette mesure, nous pourrions déduire de leurs significativités l'efficacité ou le non efficacité de ces politiques. Ainsi, nous pourrions par la suite avancer des propositions attachées à notre sujet.

4.1 Analyse et test de significativité sur le modèle (1)

4.1.1 Teste de significativité globale

Le test de significativité globale est basé sur une analyse de la variance du modèle :

$$\sum_t [\Delta \text{Log}(Y_t) - \overline{\Delta \text{Log}(Y)}]^2 = \sum_t [\widehat{\Delta \text{Log}(Y_t)} - \overline{\Delta \text{Log}(Y)}]^2 + \sum_t [\Delta \text{Log}(Y_t) - \widehat{\Delta \text{Log}(Y_t)}]^2$$

D'une manière plus simple, cette équation est équivalent à :

$$\sum (U - \bar{U})^2 = \sum (U' - \bar{U})^2 - \sum (U - U')^2$$

Donc, on obtient le coefficient de détermination R^2 suivant :

$$R^2 = \frac{\sum (U' - \bar{U})^2}{\sum (U - \bar{U})^2}$$

Les résultats fournis par le Stata9 nous donnent le tableau ANOVA suivant pour le premier modèle :

Tableau 19 : Tableau ANOVA pour le modèle (1)

Source	Somme Scare	Degre free	M Scare	Number of obs = 23
Model	0.007150094	2	0.003575047	
Residual	0.00142259	20	0.000071129	R-squared=0.8341
Total	0.008572684	22	0.000389667	Adj R-squared = 0.8175

$$R^2 = 0.8341$$

On peut en déduire que la proportion de la variance de U' qui explique la variance de U équivalent à R^2 est plus importante que celle expliquée par l'erreur. Testons maintenant les hypothèses suivantes :

$$H_0 : \text{Var}(U') = \text{Var}(U - U') \text{ contre } H_1 : \text{Var}(U') > \text{Var}(U - U')$$

La règle de décision : si $F^* > F^5(1; n-2)$, on rejette H_0 , et dans le cas contraire, on l'accepte. Avec $F^5(1; n-2)$ est le Fisher théorique.

$$\text{Or, } F^* = \frac{R^2}{(1-R^2)/(n-2)} \quad \text{ce qui nous donne : } F^* = 105.5822785 ; \text{ alors que, dans}$$

la table statistique, on a $F^5(1; n-2) = 4.45$. Donc, $F^* > F^5(1; n-2)$.

Par conséquent, le modèle est significativement différent de zéro (0) avec un niveau de certitude de 5%, il est donc considéré comme un modèle réellement explicatif avec un niveau de certitude 95%.

4.1.2 Test de significativité individuelle

Ce test repose sur l'hypothèse de normalité des paramètres et des erreurs :

$\alpha' \rightarrow N(\alpha; \sigma_\alpha)$; $\delta' \rightarrow N(\delta; \sigma_\delta)$ et $\omega_t^i \rightarrow N(0; \sigma)$; cela nous permet d'écrire les formes suivantes ; $(\alpha' - \alpha) / \sigma_\alpha$ et $(\delta' - \delta) / \sigma_\delta$ suivent la loi de Laplace Gauss. Et, à partir des hypothèses H_0 et H_1 qui stipulent, $H_0 : \alpha = 0$ contre $H_1 : \alpha \neq 0$. Ainsi, on veut vérifier si H_0 est vraie. Dans ce cas, $|(\alpha' - \alpha) / \sigma_\alpha| = |(\alpha' - 0) / \sigma_\alpha| = |\alpha'| / \sigma_\alpha$ qui suit la loi de Student à n degré de liberté. Alors si $t_{\alpha'}^* = |\alpha'| / \sigma_\alpha > t^5(n-2)$ on rejette H_0 , dans le cas contraire, on l'accepte au détriment de H_1 . Il en est de même pour le paramètre correspondant à δ' .

Pour le modèle (1) $t_{A1}^* = 3.37$ $t_{B1}^* = 6.56$ et $t_{C1}^* = 5.56$ ⁴⁰ alors que $t^5(n-2) = t^5(17) = 2,1098$ dans la table statistique. t_{A1}^* , t_{B1}^* , et t_{C1}^* sont donc, chacune supérieures à $t^5(17)$ au seuil de 5%. D'où, on doit rejeter H_0 pour chaque paramètre. Par conséquent, A et B sont significativement différents de zéro (0). Autrement dit, ils sont réellement explicatifs dans le modèle (1) avec un niveau de certitude de 95%.

Dans une autre manière, l'interprétation logique de ces résultats est que le modèle est pertinent pour expliquer la variable $\Delta \text{Log}(Y)$ avec un risque d'erreur de 5%. C'est-à-dire qu'à ce niveau de risque d'erreur, $\Delta \text{Log}(G)$ est une variable explicative pertinente de ce variable. Donc, la croissance des dépenses publiques explique une partie considérable de la croissance économique.

4.1.3 Interprétation

A partir de ces analyses, nous avons vu que la politique des dépenses publiques mener entre 1989 et 2007 sont efficaces. Cela est vérifier par les faits économique parce que parmi les dépenses de l'Etat, les revenus des fonctionnaires occupent environ 45% des dépenses courantes en 2008⁴¹. Donc, une augmentation des dépenses entraine une augmentation des revenus des ménages lesquels vont faire des dépenses de consommation. Si les entrepreneurs anticipent cette hausse, l'économie malgache enregistrera une croissance économique à condition que les fonctions de production de tous les secteurs d'activités ne sont pas rigides.

⁴⁰ Tableau 7, 3^{ème} colonne, $t_{A1}^* = |3.37|$ $t_{B1}^* = |6.56|$ et $t_{C1}^* = |-5.56|$

⁴¹ Calculer à partir du tableau des dépenses publiques (source : Direction générale du trésor) en 2008, dans « conjoncture économique au cours du premier semestre 2009 », P11.

Par ailleurs, il existe les dépenses d'investissement. Ces types de dépenses font appel à une quantité importante d'intrant dont le secteur privé fournit. Une anticipation de ces dépenses de la part des entrepreneurs va entraîner une hausse du PIB réel.

Mais aussi, il y a la subvention. Entant que financement direct des activités du secteur privé, elle permet d'augmenter les facteurs de production. De ce fait, il ya une hausse de la production.

Si on a donc pu démontrer d'une façon méthodique l'efficacité de la politique des dépenses publiques, étudions maintenant celle de la politique monétaire.

4.2 Analyse et test de significativité sur le modèle (2)

4.2.1 Test de significativité globale

Dans la même mesure que le teste précédent, nous pouvons obtenir le tableau ci-après pour calculer le R^2 et le Fisher empirique :

Tableau 20 : Tableau ANOVA pour le modèle (2)

Source	Somme Scare	Degre free	M Scare	Number of obs = 20
Model	0.006853761	2	0.003426881	
Residual	0.001993916	17	0.000117289	R-squared=0.7746
Total	0.008847677	19	0.000465667	Adj R-squared = 0.7481

Le Fisher empirique obtenu à partir de ces résultats vaut $F^* = 61.85803017$. Or, au seuil de 5%, le Fisher théorique $F^5(1; n-2)$ vaut 4.45. Donc, on remarque que F^* est supérieur à $F^5(1; n-2)$, ce qui veut dire que le modèle est significativement différent de zéro (0) avec un niveau de certitude de 95%. Donc, le modèle (2) est pertinent dans l'explication de l'évolution de $\Delta \text{Log}(Y)$.

4.2.2 Test de significativité individuelle

Quant aux paramètres du second modèle, les Students sont 0.87, 7.64, et 4.16⁴² respectivement pour A_2 , C_2 , et B_2 (correspondant à $\Delta \text{Log}(M)$, à la fonction indicatrice $1(x)$ et à la constante). Or, pour un seuil de 5% d'erreur, $t^5(n-2) = t^5(18) = 2.1009$ est supérieur à 0.87 mais, il est inférieur à 7.64 et 4.16. Ce qui veut dire que la variable $\Delta \text{Log}(M)$ n'est pas significativement différent de zéro (0). Elle n'est donc pas une variable explicative de

⁴² Tableau 8, 3^{ème} colonne, $t_{A_2}^* = |-0.87|$ $t_{B_2}^* = |-7.64|$ et $t_{C_2}^* = |4.16|$

$\Delta\text{Log}(Y)$ avec une certitude de 95%. Par conséquent, une variation de la masse monétaire n'est pas un facteur de l'augmentation du PIB.

4.2.3 Interprétation des résultats

Nous déduisons de la précédente analyse se portant sur la période 1989 à 2007 que la politique monétaire n'est pas efficace. La dépréciation continue de la monnaie malgache par rapport aux devises en est le reflet le plus marquant. Mais aussi, il y a une hausse considérable du niveau général des prix entre ces deux périodes. L'indice du niveau général des prix base 100 l'année 2005 est passé de 11,696 en 1989 à 122,183 en 2007⁴³.

Une analyse comparative nous permet de confirmer ce fait. En effet, à Madagascar, la politique monétaire n'a jamais permis d'obtenir un taux d'intérêt au dessous de 9%. Pourtant, chez la plupart des pays riches tels que les États-Unis, la France, l'Allemagne, le Japon et la Grande Bretagne, il atteint environ 5%⁴⁴ depuis 2001. Ce taux est un facteur déterminant dans les décisions d'investissement des entrepreneurs de sorte qu'il n'est pas efficace par rapport à la croissance économique réelle à Madagascar.

Par ailleurs, on peut aussi accuser le phénomène de thésaurisation comme obstacle au succès de la politique monétaire. Cette forme d'épargne est en effet considérée comme une fuite sur le circuit économique d'après Keynes.

⁴³ Source : International financial statistics

⁴⁴ FMI;

Conclusion partielle :

En quelques mots, l'Etat malgache a complètement restructuré l'économie depuis les échecs de la nationalisation dans les années 80. Il est devenu plus prudent après les expériences de cette période en matière de politique monétaire et de politique budgétaire. En matière de budget, le gouvernement, soutenu par les organismes internationaux, opte pour un minimum de déficit.

En ce qui concerne la politique monétaire, elle est entretenue dans un système bancaire composé d'une Banque Centrale et de 5 banques primaires dans les années 90 contre 11 banques actuellement. La politique monétaire mise en œuvre a toujours tenté de limiter la création monétaire et de réduire la liquidité afin de maîtriser l'inflation en dessous de 7%. Mais jusqu'à présent, cela ne fut encore atteint.

Mais, cela ne permettent pas encore une appréciation de l'efficacité de ces politiques. Dans cette étude, nous pouvons se fier à l'économétrie du fait de la qualité de cet outil mathématique. Les analyses sur les données empiriques entre 1984 et 2007 fournissent les résultats suivants :

- En premier lieu, nous pouvons dire avec une certitude de 95% qu'une variation des dépenses publiques explique la variation de la production intérieure.
- Et en second lieu, avec ce même niveau de certitude, nous déduisons que la politique monétaire n'est pas un bon instrument politique pour qu'il y ait une croissance économique considérable.

Conclusion générale :

Ainsi, notre analyse a pris l'ambition d'étudier quelques uns des facteurs clés, ayant d'impact sur la croissance économique, cités par les théories économiques. Parmi eux, il y a les dépenses publiques et la masse monétaire. Ce sont là deux des principaux outils politiques de l'Etat pour assurer le bon fonctionnement de l'économie.

Les études que l'on a pu mener dans le cadre de cette analyse montrent que la politique des dépenses publiques est significative dans l'explication de la croissance du PIB réel. Donc, celle-ci peut expliquer la croissance du PIB réel dans l'économie malgache. Elle est donc un outil efficace contrairement à la politique monétaire. Cette dernière n'est pas un facteur direct de la croissance économique. En effet, elle n'a pu diminuer le taux d'intérêt bancaire à Madagascar en dessous de 9%.

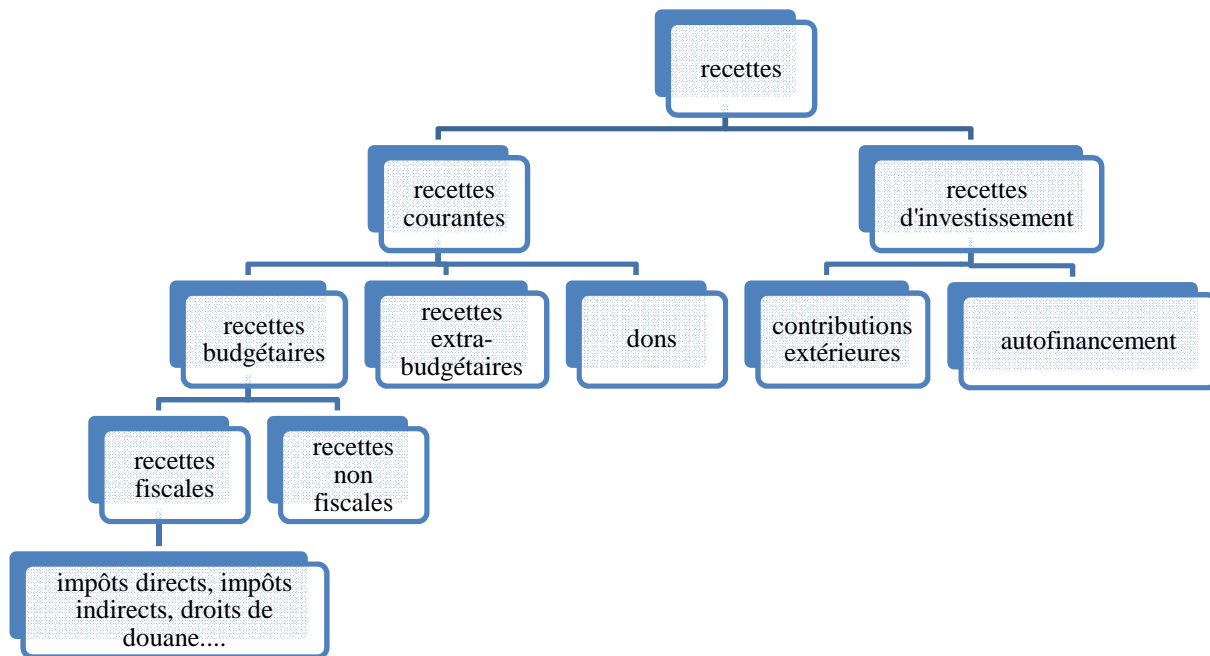
Mais, même si les dépenses sont ainsi, il y a une forte chance qu'elles ne soient pas efficaces. Mais, quoiqu'il en soit, les dépenses en infrastructure surtout celles liées à la branche principale de notre économie devraient être renforcées parce que ces dernières font parties des premiers grands facteurs de croissance et de développement. Mais aussi, leur exécution devrait être strictement contrôlée. L'Etat malgache devrait donc agir par le moyen d'une politique de dépense que par une politique monétaire expansionniste comme Keynes le prétendait.

A ce propos, en se basant sur l'approche monétariste de la monnaie, l'autorité monétaire devrait survenir au besoin en monnaie de l'économie et elle devrait être en mesure d'anticiper au préalable la masse monétaire à injecter ou à absorber sur l'économie. Pour cela, il doit considérer les facteurs de production afin de prévenir cette quantité, comme la consommation intermédiaire du secteur privé. Ainsi, l'Etat serait en mesure d'anticiper les besoins de monnaie de l'économie, de limiter l'inflation et d'assurer l'équilibre extérieur. Cela, dans le but d'offrir un environnement sain, stable, et incitatif au profit du secteur privé.

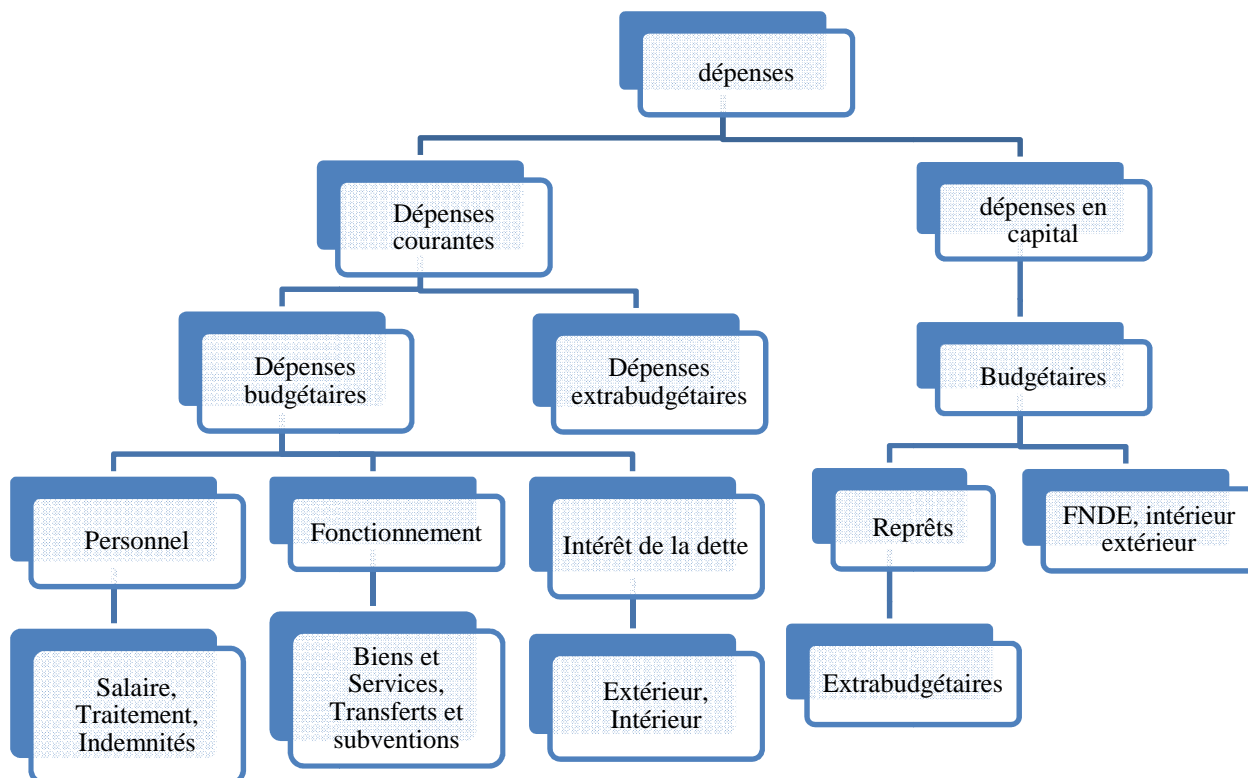
Par ailleurs, d'autres instruments politiques devraient être aussi étudiés parce que dans un système économique, tous les éléments s'interagissent et s'entretiennent ensemble. Ainsi, nous pouvons nous intéresser à d'autres sujets. Dans le même cadre que l'analyse qu'on a pu mener, qu'en est-il de la politique fiscale, de la politique de redistribution ?

Annexe

Annexe VIII. Schéma des recettes publiques



Annexe IX. Schéma des dépenses



Annexe X. Le tableau de données

On a pu recueillir auprès de l'INSTAT, la Banque Centrale de Madagascar et le ministère de l'économie est le suivant :

Tableau 21 : Données brutes

année	PIB au prix constant (en milliard d'Ariary) (Y)	dépenses publiques au prix constant (en milliard d'Ariary) (G)	Masse monétaire M3 (en milliard d'Ariary) (M)
1984	339	55,14	–
1985	342,92	54,84174091	–
1986	349,64	52,68086948	–
1987	353,76	61,52519577	–
1988	365,8	60,13654866	124848
1989	380,72	73,74656136	162600
1990	392,62	66,36042957	163107
1991	367,86	53,92730726	205004
1992	372,22	60,4381714	246110
1993	380,02	62,66288898	301026
1994	379,76	52,49803257	465608
1995	386,3	52,16260745	544680
1996	394,5	54,84020011	641947
1997	409,1	58,01601203	769230
1998	425,2	62,79834333	833912
1999	445,1	57,60013145	996865
2000	466,2	58,63587809	1183368
2001	494,28	70,7391916	1471532
2002	431,6	50,15833913	1575598
2003	473,9	78,63791573	1705189
2004	498,8	85,0377028	2111333
2005	521,7	82,85533343	2177309
2006	547,9	86,63209038	2740833
2007	582,1	90,37144101	3302403
2008	623,6	–	3711313
2009	597,9	–	–
2010	601,1	–	–

Après traitement de ces données brutes, on obtient les formes logarithmiques suivantes :

Tableau 22 : Logarithme des variables

année	log(Y)	log(G)	log(M)
1984	2,5301997	1,74146676	–
1985	2,53519282	1,73911123	–
1986	2,54362111	1,72165293	–
1987	2,54870873	1,789053	–
1988	2,5632437	1,7791385	5,09638159
1989	2,58060569	1,86774177	5,21112054
1990	2,59397242	1,82190919	5,2124726
1991	2,56568257	1,73180874	5,31176234
1992	2,5707997	1,78131132	5,39112926
1993	2,57980645	1,79701041	5,47860401
1994	2,57950922	1,72014303	5,66802043
1995	2,58692471	1,71735929	5,73614143
1996	2,59604701	1,73909903	5,80749917
1997	2,61182948	1,76354787	5,88605621
1998	2,62859326	1,79794819	5,92112022
1999	2,64845759	1,76042347	5,99863635
2000	2,66857227	1,76816343	6,07311982
2001	2,69397304	1,84966009	6,16776971
2002	2,63508144	1,70034315	6,19744542
2003	2,67568671	1,89563199	6,23177252
2004	2,69792644	1,92961152	6,32455674
2005	2,71742084	1,91832047	6,33792007
2006	2,7387013	1,93767879	6,43788257
2007	2,7649976	1,95603121	6,51883007
2008	2,79490611	–	6,56952758
2009	2,77662855	–	–
2010	2,77894673	–	–

Annexe XI. Le modèle économétrique

Le modèle de régression linéaire simple que l'on a utilisé dans notre étude nous a permis de construire les relations entre la variable à expliquer (le PIB) et la variable explicative (les dépenses publiques et la masse monétaire). Ainsi, on va trouver un modèle linéaire de la forme :

$$\Delta\text{Log}(Y) = \alpha\Delta\text{Log}(X) + \delta + \omega_i$$

Mais, à cause du fait que les crises politiques ont des répercussions sur la politique économique, nous avons recours à l'utilisation de la variable indicatrice que nous avons noté par $1(x)$. D'où le modèle final :

$$\Delta\text{Log}(Y) = \alpha\Delta\text{Log}(X) + \delta + \omega_i + 1(x).$$

La méthode des moindres carrées nous permettra d'estimer et d'effectuer un teste de significativité sur le modèle (teste de significativité globale) et sur les paramètres (teste de significativité individuelle). Les principes de ces testes nous permet de conclure l'efficacité des politiques que l'on a choisi dans notre analyse.

Annexe XII. Quelques commandes sur l'utilisation de Stata9 :

Pour les calculs, nous avons utilisé Stat9. C'est un logiciel très intelligent et facile à manier. Après l'avoir démarré sur votre ordinateur, nous pouvons extraire des données par Stata9 en écrivant « edit » sur la barre de commande de ce logiciel. Puis, on peut commencer à traiter ces données en fonction de ce que l'on veut en inscrivant dans cette barre les commandes typiques à ce logiciel : pour avoir les tableaux ANOVA et les estimations, on écrit dans cette barre la commande « regress var1 var2 var3 ». Avec var1, var2, et var3 les trois variables dont ont étudié telle que var1 est la variable à expliquer, tandis que var2 et var3 sont les variables explicatives. C'est ainsi que l'on obtient rapidement les résultats que l'on a traité dans le cadre de cette analyse.

Pour le test de stationnarité de variable, Stata9 dispose de la commande « dfuller var1 » pour la variable var1.

Annexe XIII. Les différences annuelles des variables :

Tableau 23 : Différence des logarithmes des variables

année	$\Delta\log(Y)$	$\Delta\log(G)$	$\Delta\log(M)$
1984	–	–	–
1985	0,0049931	-0,002356	–
1986	0,0084283	-0,017458	–
1987	0,0050876	0,0674001	–
1988	0,014535	-0,009915	–
1989	0,017362	0,0886033	0,114739
1990	0,0133667	-0,045833	0,0013521
1991	-0,02829	-0,0901	0,0992897
1992	0,0051171	0,0495026	0,0793669
1993	0,0090067	0,0156991	0,0874747
1994	-0,000297	-0,076867	0,1894164
1995	0,0074155	-0,002784	0,068121
1996	0,0091223	0,0217397	0,0713577
1997	0,0157825	0,0244488	0,078557
1998	0,0167638	0,0344003	0,035064
1999	0,0198643	-0,037525	0,0775161
2000	0,0201147	0,00774	0,0744835
2001	0,0254008	0,0814967	0,0946499
2002	-0,058892	-0,149317	0,0296757
2003	0,0406053	0,1952888	0,0343271
2004	0,0222397	0,0339795	0,0927842
2005	0,0194944	-0,011291	0,0133633
2006	0,0212805	0,0193583	0,0999625
2007	0,0262963	0,0183524	0,0809475
2008	0,0299085	–	0,0506975
2009	-0,018278	–	–
2010	0,0023182	–	–

Annexe I. Les taux d'intérêt chez quelques pays riches

	1981-1985	1986-1990	1991-1995	1996-2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 (p)
Etats-Unis	12,2	8,4	6,9	5,9	5,0	4,6	4,0	4,3	4,3	4,8	4,6	3,9
Royaume-Uni	12,3	10,3	8,6	6,2	4,9	4,9	4,5	4,9	4,4	4,5	5,0	4,7
Japon	7,7	5,4	4,8	2,1	1,3	1,3	1,0	1,5	1,4	1,7	1,7	1,7
Allemagne	8,8	6,7	7,4	5,2	4,8	4,8	4,1	4,0	3,4	3,8	4,2	4,2
France	14,4	9,3	7,8	5,3	4,9	4,9	4,1	4,1	3,4	3,8	4,3	4,2

Source : FMI

(p) Prévisions. Attention : les prévisions du FMI datent du printemps 2008. Les prévisions de l'automne 2008 n'étaient pas encore disponibles au moment de l'élaboration de ce numéro. Elles seront en ligne sur www.alternatives-economiques.fr dès la mi-octobre.

BIBLIOGRAPHIE :

Ouvrage :

- COURTROT Bernard et DROESBEKE Jean-Jacques ; Les méthodes de prévision ; 2ème édition, 1990.
- GIRAUD Pierre-Noël ; initiation à l'économie ; (l'Etat et les imperfections de marché) P163 à P172 ; année 2004-2005.
- J. Brémond, A. Cohen et M.-C. Ferrandon ; Comprendre les problèmes monétaires ; Tome1 ; édi. Hatier, Paris 1979.
- KIBABELA POLO Reagan; Incidence de la politique monétaire sur le niveau général de prix en RDC de 1998 à 2009 ; http://www.memoireonline.com/01/12/5092/m_Incidence-de-la-politique-monetaire-sur-le-niveau-general-de-prix-en-RDC-de-1998--20092.html.
- Leif Johansen ; Économie publique ; collection U librairie Armand Colin, 103 bd Saint Michel, Paris 5^{ème}, 1975
- Mathis Jean ; Monnaie et Banque en Afrique francophone ; édi. EDICEF ; 1992.
- Mr RAKOTO David ; Cours de théories économiques.
- Cours de Dr RAMIANDRISOA Olivier ; Politique économique ; année universitaire 2011-2012.
- Étude économique n° 4 - 5 novembre 2009 - La politique monétaire. Objectifs, méthodes et nouveaux problèmes.
- G. Akerlof; The market for lemons: Quality uncertainty and the market mechanism; 1970
- G. Koslov ; Economie politique le capital ; un ouvrage de l'académie des sciences de l'URSS dirigé par G.
- Le Budget : Guide Pratique ; Deuxième édition, direction générale du Budget, 2008.
- LES DOCUMENTS DE TRAVAIL DU SENAT ; Étude économique n° 4 - 5 novembre 2009 - La politique monétaire. Objectifs, méthodes et nouveaux problèmes ; www.senat.fr/eco/ec-04/ec-04_mono.html.

-Madagascar : économie et marché ; par La Poste d'Expansion Economique à Antananarivo, dirigé par le CFCE, mais 1992, Paris

-Mr GREMIER ; Cours d'économie générale ; les théories économiques : les principaux courants de pensée économique ;

-Mr RAMAROHETRA José, projet MADIO ; Etat Des Statistiques Budgétaires A Madagascar : diagnostic ; décembre 1994

-Mr RAVELOSON Harimisa ; Cours de Finance Publique ; année universitaire 2011-2012

Rapports, lois, et publications :

- Lois des Finances 2008

- Lois des Finances 2013

- Ministère d'Etat chargé de l'Economie, des Finances et du Budget ; rapport économique et financier 2001-2002 ; Aout 2003.

- Ministère d'Etat chargé de l'Economie, des Finances et du Budget ; rapport économique et financier 2003-2004 ; Octobre 2004.

- Ministère d'Etat chargé de l'Economie, des Finances et du Budget ; rapport économique et financier 2004-2005 ; Octobre 2005.

- Ministère d'Etat chargé de l'Economie, des Finances et du Budget ; rapport économique et financier 2005-2006 ; Octobre 2006.

- Ministère d'Etat chargé de l'Economie, des Finances et du Budget ; rapport économique et financier 2006-2007 ; Octobre 2007.

- Ministère d'Etat chargé de l'Economie, des Finances et du Budget ; rapport économique et financier 2007-2008 ; Novembre 2008.

- Ministère d'Etat chargé de l'Economie, des Finances et du Budget ; rapport économique et financier 2008-2009 ; Octobre 2009.

- Ministère d'Etat chargé de l'Economie, des Finances et du Budget ; rapport économique et financier 2009-2010 ; Octobre 2010.

- Ministère d'Etat chargé de l'Economie, des Finances et du Budget ; rapport économique et financier 2010-2011 ; Juillet 2011.

Table des matières

AVANT PROPOS	i
REMERCIEMENT	ii
LISTE DES TABLEAUX	iii
LISTE DES GRAPHIQUES	iv
LISTE DES ANNEXES	v
SOMMAIRE	vi
LISTE DES ABREVIATION :	viii
Introduction :	1
Partie I. Principes fondamentales des actions de l'Etat	3
Chapitre I. Les théories fondatrices de l'intervention de l'Etat, critique du système de marché 4	
Section I. Le mercantilisme	4
1.1 Le but de l'économie politique.....	4
1.2 Principe de base.....	4
Section II. L'approche Marxiste du rôle de l'Etat	5
Section III. L'approche keynésienne du rôle de l'Etat	6
Section IV. Une défaillance du marché : la sélection adverse	7
Section V. L'imperfection des marchés	8
5.1 Les biens publics	8
a) Rivalité	8
b) excludabilité	8
5.2 Le monopole naturel.....	9
5.3 L'externalité	9
Chapitre II. Un modèle théorique de cadre des actions publiques	10
Section I. Objectif et instrument en générale	10
1.1 La description générale du système économique	10
1.2 Nombre d'objectif et nombre d'instrument	10
1.3 Efficacités d'un instrument relativement à un objet	11
1.4 L'utilisation des instruments : la nécessité d'une décentralisation.....	12
1.5 Maximisation d'une fonction de préférence.....	12
Section II. Les différents outils politiques économiques de base de l'Etat	13
2.1 Politique budgétaire : les modes de financement et les dépenses de l'Etat	13
2.1.1 Les ressources financières de l'Etat.....	13

2.1.2.1. Les ressources publiques.....	14
2.1.2.2. Les ressources internes.....	15
2.1.2.3. Ressources externes.....	15
2.1.2 L'endettement de l'Etat	16
2.1.3.1. La dette administrative et dette financière	16
2.1.3.2. Dette intérieur et dette extérieur.....	16
2.1.3.3. Dette flottante et dette fondée	16
2.1.3.4. Les effets de la dette nationale	17
2.1.3 Les dépenses publiques	17
2.2.2.1. Les dépenses courantes de l'Etat.....	18
2.2.2.2. Les dépenses d'investissements	19
2.2.2.3. Les autres dépenses de l'Etat	19
2.2 Politique monétaire.....	19
2.2.1 Généralités sur la politique monétaire	20
2.2.2 Fondement théorique de la politique monétaire	20
2.2.2.1. Théorie quantitative de la monnaie	20
2.2.2.2. L'approche keynésienne de la monnaie	21
2.2.2.3. L'approche monétariste de la monnaie	21
2.2.3 Les agrégats monétaires	22
2.2.4.1. La masse monétaire.....	22
2.2.4.2. Les liquidités de l'économie	22
2.2.4 Objectifs et instruments de la politique monétaire	23
2.2.5.1. Les objectifs de la politique monétaire	23
2.2.5.2. Les instruments de la politique monétaire.....	24
a) Les instruments directs.....	24
b) Instruments indirects	24
2.2.5 Le système bancaire	25
2.2.5.1. Les banques	25
2.2.5.2. La Banque centrale.....	26
Conclusion partielle :	27
Partie II. Analyse de l'efficacité de la politique monétaire et de la politique budgétaire : cas de Madagascar	28
Chapitre I. Historique et les organes de la politique monétaire et de la politique budgétaire à Madagascar	29

Section I. Politique budgétaire : les modes de financement et les dépenses de l'Etat	29
1.1 La politique budgétaire dans l'histoire économique de Madagascar.....	29
1.2 les moyens de financement et de dépense de l'Etat à Madagascar.....	30
1.2.1 Les recettes fiscales à Madagascar	30
1.2.2 Les dépenses publiques	32
1.2.3 Le programme d'investissement public (PIP).....	34
1.2.4 Les sources de financement du déficit budgétaire.....	35
1.2.4.1. Le financement intérieur	35
1.2.4.2. Le financement extérieur.....	35
1.2.5 Les statistiques des finances publiques	35
Section II. La politique monétaire dans l'économie de Madagascar.....	36
2.1 Le système bancaire et la Banque Centrale de Madagascar	36
2.1.1 Le système bancaire malgache	36
2.1.2 Le rôle de la Banque Centrale Malgache (BCM)	39
2.2 La politique monétaire dans l'économie malgache : une politique monétaire prudente	40
Chapitre II. Analyse économétrique de l'efficacité de la politique budgétaire et de la politique monétaire de l'Etat malgache.....	44
Section I. Analyse descriptive.....	44
1.1 Analyse graphique des variables	44
1.1.1 La production intérieure brute	44
1.1.2 Les dépenses publiques	46
1.2 Impact des dépenses budgétaires et de la masse monétaire sur le PIB.....	47
Section II. Présentation du modèle.....	49
2.1 Les modèles finales	49
2.2 Test de stationnarité des différences premières.....	50
2.2.1 Test de stationnarité de $\Delta\log(Y)$	51
2.2.2 Test de stationnarité de $\Delta\log(G)$	52
2.2.3 Test de stationnarité de $\Delta\log(M)$	52
2.3 Les modèles de régression des différences premières.....	52
Section III. Estimation des paramètres et le modèle estimé	53
3.1 Règle de l'estimation.....	53
3.2 Les modèles estimés	53
3.2.1 Estimation du modèle (1)	53
3.2.2 Estimation du modèle (2)	54
Section IV. Analyse des modèles, test de significativité	54

4.1	Analyse et test de significativité sur le modèle (1).....	55
4.1.1	Teste de significativité globale.....	55
4.1.2	Test de significativité individuelle	56
4.1.3	Interprétation	56
4.2	Analyse et test de significativité sur le modèle (2).....	57
4.2.1	Test de significativité globale.....	57
4.2.2	Test de significativité individuelle	57
4.2.3	Interprétation des résultats.....	58
	Conclusion partielle :	59
	Conclusion générale :	60
	Annexe	61
	BIBLIOGRAPHIE :	67

Nom : RAVOAHANGY

Prénoms : Andriambola Rija Francis

Titre : Analyse de l'efficacité de la politique monétaire et de la politique budgétaire

Nombre de pages : 60

Nombre de tableau : 10

Nombre de graphique : 7

RESUME :

L'objectif de cette étude est d'analyser les principales politiques budgétaires et monétaires adoptées par l'Etat malgache depuis le début de la restructuration totale du système économique malgache des années 90. Pour cela, nous avons recouru à l'économétrie pour faire les tests de significativité appropriés.

Le survol historique a déjà montré une appréciation de l'efficacité de ces politiques économiques. Mais, après l'analyse économétrique dans laquelle on a mis en relation le PIB avec les dépenses publiques, puis, avec l'évolution de la masse monétaire M3, l'efficacité de la première a été justifiée, tandis que, le contraire a été vérifié pour la seconde.

ABSTRACT:

The target of this study is to learn the monetary policy and budgetary policy used by the Malagasy State since the beginning of the totally restructuration of the Malagasy economic system of the 90's years. So, we have use the econometric analysis for the appropriate significant test.

The analysis by the story of theme has already given an appreciation of the efficacy of theme economics policies. But, after the econometric analysis in what we have correlate the PIB with the public spending, and with the evolution of the broad money M3, the efficacy of the first was been justify, but, the opposite was been verified for the second policy.

Mots clés : politique budgétaire, politique monétaire, croissance économique, masse monétaire, PIB, Madagascar.

Encadreur : Dr Olivier RAMIANDRISOA

Adresse de l'auteur : Lot II N 18 ZECY Antsahalalina-Ambatobe, 101- Antananarivo